

# EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION  
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS  
POLITIQUES INTERNATIONALES

**B.E.I.P.I.**

RÉDACTION ET ADMINISTRATION  
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8<sup>e</sup>  
Téléphone : EUROpe 47-08

## SOMMAIRE

JEAN LAFORÊT. — Les constantes de la doctrine économique officielle en U.R.S.S. .... 1	Combats pour la liberté en U.R.S.S. :
ROCCO ASTORI. — Le XII <sup>e</sup> Congrès national du P.C. italien ..... 9	I. - A. SLAVINSKY. — Le combat du général Grigorenko contre le despotisme ..... 19
LUCIEN LAURAT. — U.R.S.S. 1968 : Consommation et salaire ..... 16	II. - Procès contre les Tatars qui veulent rentrer en Crimée ..... 24

## Les constantes de la doctrine économique officielle en U.R.S.S.

L'ÉTUDE que nous consacrons aujourd'hui aux réformes économiques au sein du bloc soviétique a la prétention d'apporter quelques vues nouvelles. Elle traitera moins des réformes elles-mêmes et davantage de leur dialectique et surtout de leurs implications politiques. Néanmoins, la prétention à une certaine originalité que nous venons d'émettre pourra surprendre, et pas seulement par son manque de modestie. Tout n'a-t-il pas déjà été dit sur ce sujet ? Il faut convenir que rarement un problème interne à l'empire des Soviets avait suscité autant de commentaires et, qui plus est, des analyses dans l'ensemble correctes, souvent impartiales, presque toujours bien documentées. En outre, dans ce bulletin, Lucien Laurat s'est fait depuis plus de deux décennies la spécialité, combien ingrate, d'entretenir nos lecteurs, force chiffres à l'appui, des développements de l'économie soviétique et, plus récemment, de l'état d'avancement des réformes économiques. Hâtons-nous d'ajouter que nous approuvons, dans leur ensemble et dans le détail, tout ce qui a été publié par lui dans *Est et Ouest* à cet égard.

Notre propos est tout autre. Il est entendu que les changements apportés à la gestion de l'économie, à partir de 1965 en U.R.S.S. même, suivie bientôt par la Tchécoslovaquie et la Hongrie, plus tard et bien plus timidement par les autres pays satellites, étaient en fait dictés par l'inadaptation du système

économique en vigueur du temps de Staline à la complexité grandissante des problèmes modernes de production et de distribution. Il est indiscutablement intéressant d'en suivre l'évolution et de faire le point, de temps à autre, de l'application des diverses mesures prises, d'en déceler le rythme, les imperfections, les défauts. Mais il est tout aussi important de se poser certaines questions complémentaires, comme celles-ci :

1) La réforme économique adoptée le 29 septembre 1965 par le Présidium du P.C.U.S. n'est-elle qu'un prélude, ouvrant, après une période de transition, la voie à des bouleversements autrement plus profonds ou, au contraire, n'a-t-elle été qu'une « réforme » consistant en une série d'ajustements mineurs, au surplus révocables ? Certains économistes occidentaux, et non des moindres (1), inclinent vers la première réponse, estimant qu'il y a dans le « nouveau mécanisme économique » une logique interne propre à perpétuer le mouvement en l'accéléralant. Or, il est évident que la poursuite et surtout l'approfondissement de cette expérience exigent que les dirigeants actuels russes y consentent et leur éventuel assentiment dépend dans une large mesure du degré de cohérence entre les te-

(1) C'est l'interrogation qui fut soulevée ici même par l'article de Harry S. Shaffer, professeur américain, et intitulé « Le plan et le marché dans l'économie soviétique ». Cf. *Est et Ouest*, n° 411, 1<sup>er</sup>-15 octobre 1968, pp. 17-21.

nants et aboutissants de la réforme, d'une part, et le régime politique qui est le leur de l'autre. Ce test de compatibilité que personne, à notre connaissance, n'a encore tenté est, pourtant, l'une des questions les plus troublantes et les moins claires.

2) En second lieu, y a-t-il des symptômes irréfutables d'une généralisation suffisante du « nouveau cours » — si nouvelle orientation il y a — dans les pays de l'Europe orientale, pour conclure que Moscou a définitivement choisi la voie du rationalisme économique et ce, en bonne logique, et pour soi-même et pour ses alliés ?

3) Enfin, quelques auteurs d'excellente réputation (2) ont cru pouvoir, dans leur diagnostic, lier le début et l'application de la réforme économique à la « liberté de la recherche » retrouvée, pour affirmer en fin de compte que ce foisonnement des pensées et des doctrines moins orthodoxes et inorthodoxes ne pourra pas, à la longue, ne pas influencer les dirigeants politiques eux-mêmes et que, par conséquent, il aboutira fatalement à une refonte totale du système dans le sens de la libéralisation.

C'est en fait dans l'ordre inverse que, pour des raisons de commodité de l'exposé, nous allons examiner successivement les questions fondamentales qui viennent d'être évoquées. Trois tests sont à cet égard particulièrement significatifs :

1) Nul ne conteste que le développement futur d'une économie soit lié à l'essor de l'industrie de l'informatique. Nous nous demanderons par conséquent, dans une première partie, où en est l'industrie de l'informatique en U.R.S.S. et quelles décisions le gouvernement a prises pour assurer l'expansion et la généralisation de ces techniques nouvelles.

2) Nous nous préoccupons ensuite de l'orientation que les dirigeants russes souhaiteraient imprimer aux activités du COMECON, en ce début de la 21<sup>e</sup> année d'existence de cet instrument privilégié de l'intégration économique du bloc soviétique.

3) Enfin, dans une troisième partie, nous examinerons l'hérésie du professeur Sik, le célèbre père de la réforme économique tchécoslovaque, et surtout les motifs de sa condamnation, violente et irrévocable, prononcée à Moscou, à Berlin-Est et à Varsovie.

A première vue, il s'agit donc de trois sujets bien différents, bien que complémentaires. A les étudier de plus près, nous serons cependant conduits à découvrir certaines constantes de la politique économique et même de la politique tout court, du régime communiste, du moins tel que l'entend le Politburo soviétique.

(2) V., par exemple, Jan Marczewski, « L'évolution de la pensée économique des pays de l'Est », conférence prononcée lors de la « Semaine de la Pensée Libérale » (14 au 20 novembre 1968) et reproduite dans *Est et Ouest*, supplément au n° 418. Le professeur Marczewski, qui enseigne à la Faculté des Sciences économiques de Paris a, en outre, résumé sa thèse dans « Redécouverte de la science économique en U.R.S.S. », *Le Monde*, supplément au n° 7460, du 7 janvier 1969.

## LES AMÉNAGEMENTS MINEURS INTRODUITS PAR LA RÉFORME DE 1965

Au préalable, il peut être opportun de rappeler très brièvement le comment et le pourquoi de la réforme économique soviétique et de celles qui l'ont suivie dans les pays satellites. C'est à une étude d'origine américaine (3) que nous empruntons ce saisissant passage :

« Les dernières années de Staline furent témoins de succès dans tous les domaines, sauf en agriculture. Parmi ces succès, on peut même citer la consommation et une chute remarquable des prix de détail ; toutefois dans une large mesure, ce dernier phénomène doit être porté au crédit de l'« aide étrangère », c'est-à-dire à l'exploitation des nouveaux satellites. Aucun autre dirigeant après Staline n'a pu se prévaloir de réalisations comparables... Ainsi, alors qu'entre 1950 et 1958, la croissance de l'économie soviétique constituait encore pour le monde un sujet d'étonnement, elle ne représente plus maintenant qu'une participation honorable à la course internationale pour le développement. »

En se reportant aux tableaux qui accompagnaient cet article, on constate en effet que le taux d'accroissement de la production industrielle, qui était de 24 % par an entre 1948 et 1950, est descendu d'abord à 13 % en moyenne, puis à 10 %, pour s'abaisser à 7 % après 1958. Ajoutons que pendant les années ayant précédé la réforme de 1965, il oscillait autour de la moitié de ce dernier chiffre. De son côté, la croissance du produit national brut a diminué encore davantage, pour ne représenter plus que 2,6 % par an (4).

Si, officiellement, la « consommation » par habitant augmentait encore, statistiquement parlant, c'est parce qu'on comptabilisait indistinctement les produits effectivement utilisés et les invendus dont le stock s'enflait de façon inquiétante. Tout cela, nos lecteurs le savent, comme ils savent également que, ayant épuisé les réserves de main-d'œuvre inemployée ou sous-employée, l'économie soviétique était, dès les premières années de la présente décennie, menacée d'asphyxie, s'accompagnant d'une pénurie persistante de certains articles et d'une qualité de produits trop souvent médiocre. Manifestement, la machine économique s'enrayait.

C'est pour pallier cette situation alarmante que fut adoptée, après des débats prolongés, la réforme de 1965. Parmi les mesures novatrices, nous ne rappellerons ici que les principales :

a) Il a été reconnu nécessaire de « met-

(3) Cf. Peter Wiles, « Statistiques sur l'économie soviétique », dans la revue *Analyse et Prévision*, éditée par M. Bertrand de Jouvenel, n° 3, septembre 1966, pp. 611-31.

(4) Le prof. Marczewski, citant Kossyguine, a fait état d'un taux de 3,5 % à la veille de l'adoption de la réforme économique. Consulter également Lucien Laurat, « L'économie soviétique en 1968 », *Est et Ouest*, n° 421, pp. 18-21.

tre fin au contrôle excessif des entreprises, en réduisant le nombre d'indicateurs assignés d'en haut » et en introduisant le « profit socialiste », notion essentiellement comptable, qui marquait cependant un certain progrès par rapport à la rigidité des innombrables contrôles purement statistiques — et quantitatifs — précédemment utilisés.

b) Un certain degré d'autonomie fut accordé aux entreprises qui, au fur et à mesure qu'elles accèdent au statut nouveau, sont autorisées à moduler quelque peu les salaires, le montant des investissements par auto-financement et les conditions des contrats passés avec d'autres unités de production ou de distribution.

c) Comme à une certaine époque, du temps de Staline, un système de primes (de rendement, de profit) fut établi afin de favoriser une meilleure gestion par les directeurs et les cadres, et un travail plus assidu et plus soutenu par les ouvriers.

d) Par la suite, le gouvernement soviétique a procédé à un relèvement, souvent substantiel, des prix de l'énergie, des matières premières et des produits semi-finis, avec l'intention de corriger, au moins en partie, les graves distorsions existant dans ce domaine qui est caractérisé, encore aujourd'hui, par un divorce voulu entre les coûts et les prix de vente.

Après ce bref rappel du contexte général, nous sommes enfin en mesure d'aborder le fond du sujet et, pour commencer, l'affaire du « plan Calcul » soviétique.

### L'INFORMATIQUE — INSTRUMENT D'UNE PLANIFICATION RENFORCÉE ?

Le Plan quinquennal 1966-70 a accordé une place relativement privilégiée au développement de l'informatique. L'objectif était de doter l'Union soviétique, pour la fin de 1970, d'un parc devant s'élever à 8.000 ordinateurs (5). La comparaison avec l'Occident n'est pas flatteuse. A supposer que cette prévision soit réalisée, elle ne représenterait encore, numériquement, que la moitié des calculateurs qui seront alors en service en Europe de l'Ouest et seulement un septième du parc américain correspondant.

Il est cependant difficile d'admettre que l'objectif du Plan puisse être atteint. D'après les meilleures estimations (6), dans le courant de l'année 1968, c'est-à-dire à la mi-parcours, l'U.R.S.S. n'avait en service que quelque 1.800 unités, en partie d'ailleurs importées d'Amérique, de Grande-Bretagne, du Japon et même de France.

Certes, les Soviétiques avaient donné la priorité à la réalisation de quelques gros ordinateurs scientifiques qui leur ont permis d'accomplir plusieurs exploits dans le domaine des fusées et des spoutniks. Cependant, ce cas particulier mis à part, le retard de la Russie soviétique est alarmant, tant quantitativement que qualitativement. Pour une comparaison valable il faudrait pouvoir tenir compte également de la vétusté du matériel ; en effet, une bonne partie de l'équipement soviétique en informatique est constituée de calculateurs à tubes (7), ce qui est un procédé périmé. En outre, la nouvelle technologie, qui commande l'avenir industriel d'un pays, ne semble pas avoir encore pénétré dans le secteur civil.

Ce retard, que les spécialistes évaluent à une bonne dizaine d'années — décalage énorme quand on songe à la rapidité avec laquelle l'informatique fait tâche d'huile en Occident — est particulièrement marqué dans le domaine des équipements périphériques et aussi, et surtout, en matière de *software* (8), c'est-à-dire de bibliothèques de programmes d'application sans lesquelles les unités centrales de traitement restent des machines mortes. Or, les constructeurs soviétiques livrent leurs calculateurs sans le *software*, ce *software* dont la valeur dépasse déjà dans les pays industrialisés celle des ordinateurs et des périphériques réunis.

Le manque de personnel spécialisé aggrave encore le handicap de l'U.R.S.S. Alors que le Plan quinquennal prévoit la formation de 15.000 programmeurs en moyenne par an, entre 1966 et 1970, il n'en a été instruit en 1965 que vingt fois moins, soit environ 700 (9). Il n'est pas étonnant dans ces conditions que M. Kossyguine ait eu à déplorer, dans un discours prononcé en septembre 1965, « l'insuffisance des programmes d'enseignement et de formation en matière d'administration et de gestion d'entreprises ».

Voilà pour le bilan. Cependant, il y a environ dix-huit mois, un changement important est intervenu. Dans le courant de l'automne 1967, le Politburo et le gouvernement soviétiques lancèrent avec fracas un « ersatz » de « Plan Calcul », qui envisage la création d'une industrie complète et diversifiée d'ordinateurs, le développement des études de *software* et une application de plus en plus généralisée de gestion automatisée. Pour promouvoir l'utilisation des équipements électroniques, on a surtout constitué un nombre impressionnant de Comités d'Etat pour l'Informatique, à l'échelon des industries, au plan des universités, au niveau des républiques soviétiques et au niveau fédéral. Un Comité d'Etat central fonctionne auprès du Gosplan, mais chaque ministère technique — et ils sont

(5) Cf. l'étude sur « L'information en U.R.S.S. », de M. Hervé Gicquiau, dans le *Courrier des Pays de l'Est*, janvier 1969.

(6) Le parc soviétique était de 1.500 machines de calcul électronique à la fin de 1967, alors que les Etats-Unis en comptaient déjà 40.000. Cf. *Informatique-Actualités*, n° 1, p. 52.

(7) *Ibid.*

(8) Ceux de nos lecteurs que ces questions intéressent spécialement, peuvent se reporter à la revue *Informatique-Actualités*, publication trimestrielle de la S.E.M.A., dont quatre numéros sont disponibles.

(9) V. le renvoi (5).

fort nombreux — possède son ou ses propres Comités, chargés d'électronique, de recherche opérationnelle, de méthodes de gestion, de programmation linéaire ou encore de formation d'analystes et de programmeurs.

Deux pays satellites, la Hongrie et surtout la Tchécoslovaquie, ont aussitôt emboîté le pas à l'Union soviétique et résolu de se doter, eux aussi, de nombreuses machines de traitement de l'information. Toutefois, faute de pouvoir créer une industrie nationale d'ordinateurs, d'équipements périphériques et de *software* indispensables, guère confiants cependant dans l'assistance technique d'une U.R.S.S. démunie de matériel et d'informaticiens, les Tchécoslovaques (10) et les Hongrois se sont orientés vers l'achat de licences de fabrication d'origine occidentale (11). Depuis peu, on constate néanmoins un changement de politique. Par le communiqué publié le 2 décembre 1968, après la conclusion d'un accord économique soviéto-tchécoslovaque, on a appris que des mesures venaient d'être arrêtées en vue d'organiser une « *coopération bilatérale dans le domaine de l'électronique, qui a atteint le stade d'études pratiques.* »

Et tout comme en U.R.S.S., des Comités d'Etat pour l'Informatique furent créés auprès des différents ministères à Prague et à Budapest, avec cette différence, toutefois, que les Tchèques ont cru devoir compléter cette structure par un Comité pour le « *management* », chargé de vulgariser les méthodes de gestion automatisée au sein des entreprises et par un Comité pour la Statistique et le Contrôle de la gestion, chargé de collecter des informations industrielles et commerciales.

Ce zèle novateur et cette ardeur soudaine en faveur de l'informatique sont, certes, les signes d'une conversion de la majorité des dirigeants à la nouvelle religion scientifique, aux mathématiques appliquées. Cependant, la question cruciale est celle-ci : s'agit-il d'un tournant décisif de politique économique ? Le lancement du soi-disant « *Plan Calcul* » soviétique constitue-t-il la deuxième étape de la réforme économique et laisse-t-il présager, comme d'aucuns le croient sincèrement, l'abandon à plus ou moins long terme, de postulats marxistes-léninistes en matière d'économie ?

A ces questions doivent être apportées deux réponses. Contrairement à une croyance généralement répandue, la programmation linéaire n'est pas une invention américaine des années 40 car ses principes avaient été énoncés par l'économiste soviétique Kantorovitch dès 1939. Ce n'est que vingt ans plus tard, six ans après la mort de Staline, que son ouvrage

fondamental : *Calcul économique et utilisation optimale des ressources* a pu paraître en 1959. D'autres théories (12) qui préconisaient également une refonte du système de gestion ont vu le jour cette même année-là. Néanmoins, il a fallu attendre six autres années avant que ne soit adoptée la timide réforme de 1965. Cette dernière a, il est vrai, repris quelques-unes des idées mises en avant par la nouvelle génération d'économistes russes. On notera cependant que la réforme de 1965 restait pratiquement muette sur l'informatique, le Plan Calcul soviétique n'ayant été adopté qu'en 1967. Ces retards, c'est le moins qu'on puisse en dire, mettent suffisamment en lumière les hésitations des dirigeants à s'engager dans une voie nouvelle et inconnue.

Cependant, cette chronologie à retardement ne constitue qu'un aspect, encore limité, de notre problème. Pour en comprendre le fond, il est indispensable de faire un léger effort pour démythifier l'informatique. Les ordinateurs les plus puissants possédant une vitesse de calcul vertigineuse et des mémoires de plus en plus extensives, les matériels les plus perfectionnés capables de résoudre des systèmes d'équations à plusieurs milliers d'inconnues, ne sont que des machines, des objets inanimés, qui n'ont pas de cerveau. Elles peuvent servir l'homme et ses desseins, donc sa politique, encore faut-il que celle-ci soit clairement définie et que les instructions nécessaires pour la réaliser soient données. Or, la finalité même du « *Plan Calcul* » soviétique est actuellement controversée.

*Ce sont les partisans de la centralisation à outrance qui ont conçu un plan grandiose, qui n'est pas sans rappeler les anticipations impressionnantes des premiers cybernéticiens. En partant d'une application à très grande échelle des méthodes d'économie mathématique et en s'appuyant sur les calculateurs électroniques de grande capacité, ils préconisent un système de planification optimale et de gestion centralisée de toute l'économie soviétique. Ce projet (13) implique la création d'un réseau d'Etat unique de centres de calcul interconnectés ; une bibliothèque centrale de modèles mathématiques applicables à toutes les branches industrielles et à toutes les entreprises ; et enfin, celle d'un système unique de collecte des informations économiques (qui remplacerait l'inefficace méthode actuelle de rapports statistiques périodiques).*

Le simple énoncé de ces modalités montre clairement qu'il n'est point question d'un quelconque relâchement de la planification et de la gestion rigides de l'économie soviétique. C'est plutôt une escalade dans la centralisation, poussée jusqu'à ses ultimes conséquences, qui est le but avoué de ce plan. C'est donc dans cette rassurante perspective que le Politburo et le gouvernement de Moscou ont

(10) D'après M. Radovan Richta, un membre distingué de l'Académie des Sciences de Prague, la mise en place de systèmes de traitement de l'information se faisait en Tchécoslovaquie, en 1967, à un rythme 50 fois moindre qu'aux Etats-Unis, de 10 à 15 fois inférieur au taux d'expansion de l'informatique que connaissent la Grande-Bretagne, la France et la Suède. Cf. *The Sunday Times* (Londres) du 25 août 1968, p. 11.

(11) Ainsi, la société tchécoslovaque *Tesla* fut autorisée, même après l'occupation de la Tchécoslovaquie, à acheter à Bull-General Electric la licence du calculateur Gamma 140. Cf. *Informatique-Actualités*, n<sup>o</sup> 2, p. 28.

(12) Par exemple, la théorie des « dépenses différentielles » de Novojilov, proche de la conception du « coût marginal », datée de 1939 ; elle aussi n'a pu être publiée que vingt ans plus tard.

(13) Cf. Gilbert Plaindoux, « *Management à l'Est* », *Informatique-Actualités*, n<sup>o</sup> 2, pp. 20-29.

fini par adopter leur « Plan Calcul ». *A contrario*, on serait bien en peine de citer une déclaration officielle, un discours politique, un décret gouvernemental, faisant ne serait-ce qu'une allusion à une plus grande liberté qui découlerait pour les chefs d'entreprises étatisées, du « Plan Calcul ». Pour dissiper les derniers doutes à ce sujet, M. Baïbakov, le président du Gosplan, a tenu à rappeler encore récemment qu'il ne concevait le recours aux ordinateurs que « dans le cadre d'une planification centrale ».

### LE CARCAN PLANIFICATEUR ET LE COMECON

Un deuxième test des intentions permanentes et profondes des doctrinaires du Politburo et du gouvernement de Moscou en matière de gestion et de contrôle de l'économie, nous est fourni par leurs projets concernant le renforcement et la réorientation du Conseil d'Entraide Mutuelle.

Inauguré officiellement le 1<sup>er</sup> janvier 1949, le COMECON a fêté récemment son 20<sup>e</sup> anniversaire. Son état-major est composé avant tout de fonctionnaires soviétiques, le secrétariat général étant assuré par M. N. Fadeyev, citoyen russe. Il comprend un Comité exécutif où siègent en principe tous les six mois les vice-présidents des gouvernements des pays-membres chargés des questions économiques, et un Conseil des Ministres, qui a tenu une importante session à Varsovie, du 21 au 23 janvier dernier.

On sait qu'en dépit de 21 réunions plénières et de 36 séances du Comité exécutif, le COMECON n'a guère progressé vers son objectif, officiellement proclamé, de l'intégration des économies des pays-membres, par une « division socialiste » de la production. A toutes les assises tenues ces dernières années, les Soviétiques s'étaient heurtés à des oppositions de la part de certains pays et notamment la Roumanie, sans parler même de l'hostilité que témoignait au COMECON la Yougoslavie, qui n'en fait pas partie, mais qui a cependant fini par accepter de se faire représenter par des observateurs.

La récente session plénière de Varsovie devait, dans l'esprit de la plupart des participants, marquer une étape décisive. Du côté soviétique, cette rencontre avait été soigneusement préparée et précédée, dès le mois de décembre, par une offensive journalistique et radiophonique bruyante. Pendant qu'au cours de la discussion budgétaire devant le Soviet Suprême M. Baïbakov vantait les mérites de la planification à la russe et envisageait son extension à l'ensemble des relations entre pays socialistes, M. G. Sorokine, Directeur de l'Institut pour l'Économie du Système Socialiste Mondial, rendait publiques des propositions d'une grande portée pour l'avenir du COMECON. Le professeur Sorokine n'a pas hésité à préconiser l'institution, dans un délai de 15 à 20 ans, « d'une économie communiste

universelle, régie par un plan économique unique ». Pour parvenir à cet état de choses idéal, il recommande un programme d'intégration progressive. La première étape exigerait déjà une « coordination complète des plans économiques nationaux ». Une autorité supranationale — forcément soviétique — serait créée pour chacune des industries de base et tout particulièrement pour l'énergie, la sidérurgie, l'industrie chimique et la mécanique lourde ; c'est elle qui fixerait les quotas de production nationale assignée à chaque pays-membre.

Les liens qui existent entre les propositions de M. Sorokine et le « Plan Calcul » soviétique sont évidents, soit : (a) une planification de plus en plus centralisée (b) grâce au réseau unique de centres de calcul reliés entre eux (c) à implanter au cours des trois ou quatre prochains plans quinquennaux soviétiques. Il ne s'agit donc nullement de vagues idées mises en avant par un visionnaire, mais bel et bien d'un programme longuement mûri, bénéficiant de la caution du Président du Gosplan. Il est vrai qu'en présentant ce « projet » à la conférence du COMECON à Varsovie, le secrétaire général du Conseil a pris soin d'indiquer que cette communication n'était faite qu'à des fins de discussions préliminaires ; il ne fait cependant aucun doute qu'une telle initiative a dû être couverte par une approbation des instances soviétiques suprêmes.

Comment les délégués présents à Varsovie ont-ils réagi ? C'est en vain qu'on chercherait le moindre indice à cet égard dans le communiqué anodin publié à l'issue de cette réunion, puisqu'il y est surtout question de « l'amitié fraternelle et de l'accord mutuel complet ». Le communiqué se borne à citer une longue série de chiffres concernant les succès remportés par la communauté des pays socialistes et ne fait qu'une discrète allusion aux consultations bilatérales qui doivent s'ouvrir prochainement en vue d'assurer la coordination des plans nationaux. C'est grâce aux indiscretions commises à Budapest, à Belgrade, à Bucarest et même à Varsovie, que nous pouvons reconstituer l'affrontement qui s'est produit au sein du COMECON entre, d'une part, l'U.R.S.S. soutenue inconditionnellement par l'Allemagne de l'Est et la Bulgarie, plus mollement par la Pologne, et d'autre part, la Hongrie, la Roumanie et la Yougoslavie ; la Tchécoslovaquie, quant à elle, se tenant sur une prudente réserve.

L'Allemand Gerhard Weiss a soutenu à fond la thèse de la planification renforcée. M. Piotr Jaroszewics, le vice-président du Conseil polonais, a concouru dans cette opinion, tout en déclarant par la suite à l'agence de presse polonaise P.A.P., le 21 janvier dernier, que « si nous critiquons parfois le COMECON, c'est uniquement parce que nous souhaitons un plus grand développement de ses activités ». M. Jaroszewics n'a cependant pas caché que des divergences de vues étaient apparues entre les délégations. Ainsi, M. Gheorghe Ra-

dulescu, le vice-président du conseil de Roumanie, a répété, également le 21 janvier, au correspondant de l'agence de presse *Agerpress*, les arguments qu'il avait opposés à Varsovie aux thèses soviéto-polono-est-allemandes, arguments que le journal du P.C.R., *Scinteia* s'est chargé de développer dans son édition du 25 janvier : « *Un COMECON investi de pouvoirs supranationaux, la création d'organismes économiques supranationaux et le passage vers une planification centralisée, sont en contradiction avec nos propositions de collaboration sur un pied d'égalité entre Etats indépendants, en contradiction aussi avec les principes contenus dans la charte du COMECON...* »

Ce clivage des opinions était prévu — et pas seulement par des observateurs occidentaux. Il n'est pas sans intérêt de rappeler dans ce contexte que la revue polonaise *Zycie Gospodarcze* (La Vie Economique) avait ouvert en automne dernier un large débat auquel ont pris part quatre économistes de premier plan (14). Bien que se déclarant partisans d'une amélioration dans les méthodes de planification, trois de nos auteurs n'ont pas hésité à mettre en cause le système de fixation des prix dans les différents pays socialistes. Cette critique a été reprise par le quotidien *Zycie Warszawy*, du 28 septembre, avec davantage de force encore puisqu'il a été affirmé que le sort des économies socialistes était lié à la manière dont « *les prix intérieurs seraient déterminés en harmonie avec les prix mondiaux.* »

La méthode de détermination des prix constitue l'un des principaux problèmes qui se posent aux pays communistes. Depuis 1966, le COMECON est saisi de diverses propositions émanant des pays satellites qui demandent, jusqu'ici en vain, que soient établies les règles régissant les prix pratiqués dans les échanges commerciaux bilatéraux entre les membres du bloc. Si l'U.R.S.S. a mis, depuis la mort de Staline, fin aux abus les plus graves, qui équivalaient à une exploitation de ses « alliés », ces derniers ne s'estiment toujours pas satisfaits des conditions auxquelles ils sont obligés de commercer avec les Soviétiques. Il est symptomatique que les traités conclus au sein du bloc communiste soient en général muets sur le prix des exportations et des importations.

Il se pourrait donc que l'attitude des économistes polonais à l'égard du COMECON ne soit dictée que par leur souci de mettre définitivement un terme à de telles pratiques. Cependant, à la réunion de Varsovie, d'autres critiques ont été formulées. On sait que plusieurs membres du COMECON avaient suggéré depuis quelque temps, puis demandé avec force la création d'une banque centrale et d'une monnaie convertible, gérées toutes deux par le COMECON. Le chef de la délégation hongroise n'a pas dû cette fois-ci mâcher ses

mots, car l'un de ses membres les plus influents, M. Reszko Nyers, secrétaire du P.C.H. et co-auteur de la réforme économique hongroise, n'a pas craint à son retour à Budapest de faire, devant l'Académie politique, des déclarations fort claires. Pour commencer, il a dénoncé ouvertement « *la pénurie de matières premières, les productions parallèles et la pénurie d'articles de consommation* » et critiqué « *ceux qui agissent constamment dans la logique de la pénurie... et vivent dans la crainte... d'un commerce plus libre.* » Ce fut ensuite l'occasion pour l'orateur de renouveler son plaidoyer en faveur d'un marché commun oriental et de la création d'une monnaie convertible, qui pourrait être le rouble et que gèrerait la banque centrale du COMECON.

A toutes ces demandes, la délégation soviétique n'a opposé que l'antienne des arguments invariablement les mêmes : rappel de la dépendance économique des satellites à l'égard de l'U.R.S.S., nécessité d'une division socialiste du travail pour accroître la productivité, coordination renforcée des plans de production nationaux, centralisme planificateur.

#### L'ANTI-PLAN OU L'HÉRÉSIE DU PROFESSEUR SIK

Le lecteur attentif n'aura pas manqué de noter au passage que, face au caractère monolithique et cohérent des thèses soviétiques officielles, les critiques du COMECON paraissaient variées et reflétaient, à première vue, des opinions diverses sinon divergentes entre elles. En outre, il aura vraisemblablement retiré l'impression d'une discussion relativement libre entre les délégués de Moscou et leurs partisans, d'un côté, et les opposants, de l'autre. Ajoutons une troisième précision : en Russie même, les économistes professionnels et les théoriciens de l'informatique sont autorisés à publier leurs travaux. Ces contrastes méritent explication et commentaire.

Nous concédons volontiers au professeur Marczewski, pour ne citer qu'un auteur parfaitement sérieux et respecté pour sa probité intellectuelle, que les chercheurs soviétiques ne sont plus soumis aux mêmes contraintes et au silence que du temps de Staline. Mais cela ne veut pas dire que les dirigeants politiques soient pour autant influencés par les théories des économistes mathématiciens. L'affaire du COMECON, tout comme le feu vert donné au développement de l'informatique dans une perspective et dans un but précis, apportent deux démentis irréfutables au bel optimisme de ceux qui croient en la possibilité d'une évolution décisive de la doctrine communiste à brève échéance.

Il y a plus. Il y a précisément « l'affaire Sik », qui marque sans équivoque la limite que le Politburo entend imposer à la liberté de recherche et d'expression tant en Union soviétique que dans les pays communistes de l'Europe orientale.

(14) MM Henryk Kisiel, Zygmunt Kryziak, le prof. Jozef Soldaczuk et le prof. Jozef Pajestka, vice-président de la Commission du Plan et directeur de l'Institut pour la Planification.

Le monde entier sait désormais qui est le professeur Sik et comment cet architecte de la réforme économique tchécoslovaque, devenu vice-président du conseil, s'est trouvé acculé à se réfugier en Suisse, venant de Yougoslavie où il séjournait au moment de l'invasion de son pays natal par l'U.R.S.S. et ses quatre alliés du pacte de Varsovie. Dès ce moment, M. Sik a été la bête noire des dirigeants et de la presse et radio soviétiques. Depuis lors, ces attaques n'ont pas cessé, elles ont au contraire donné lieu à une escalade verbale d'une violence croissante. De partielles, les critiques portées contre M. Sik sont devenues concentrées, pour aboutir à l'accusation de « révisionnisme économique » lequel n'était, selon ses détracteurs, qu'un prélude au « révisionnisme politique ». Elles ont trouvé leur expression la plus marquée et la plus explicite lors du V<sup>e</sup> Congrès du P.C. polonais, qui s'est tenu à Varsovie à la mi-novembre, en présence de tout l'aréopage du mouvement communiste mondial et notamment des dirigeants soviétiques les plus en vue. Une « résolution » de ce Congrès, adoptée au terme d'une longue discussion consacrée précisément aux théories du professeur Ota Sik, a prononcé « la condamnation sans appel de concepts révisionnistes qui sapent le rôle de la planification centralisée de l'économie et visent à remplacer la fonction qu'elle remplit par le libre jeu des mécanismes de marché ».

Il est inutile d'ajouter d'autres citations — tellement elles sont nombreuses — de la presse moscovite, comme de la presse allemande, bulgare et même polonaise. Mieux vaut rechercher ce qui, dans les idées du désormais célèbre économiste tchèque, a pu à ce point indigner et choquer les Soviétiques. Cette analyse est d'autant plus délicate à faire, mais aussi d'autant plus intéressante à entreprendre, que la réforme économique hongroise, actuellement en cours, n'est pas tellement éloignée des préceptes préconisés, mais seulement très imparfaitement appliqués à Prague, et que, par ailleurs, bien des propositions avancées par M. Sik rencontrent un écho sympathique chez certains théoriciens également en Pologne et en Russie. Disons tout de suite que le « *niet* » opposé à Sik par Moscou à la manière d'un couperet s'adresse manifestement moins à l'auteur de la réforme tchécoslovaque à peine entamée, qui est un exilé volontaire sans pouvoir, qu'à tous ceux qui seraient tentés d'adopter des solutions similaires.

Très schématiquement, voici d'abord la chronologie de l'ascension, puis de l'hérésie d'Ota Sik. Ancien déporté dans les camps nazis, militant communiste de longue date, M. Sik, qui enseignait l'économie politique à l'université, devint un membre titulaire du Comité central du P.C.T. en 1962, donc déjà du temps de M. Novotny. C'est d'ailleurs l'ex-président Novotny qui lui confia la tâche de préparer un plan de réformes économiques après que le professeur Sik et plusieurs de ses amis eurent, dans la revue *Nova Mysl*, en octobre 1964, critiqué les méthodes de gestion

en vigueur et mis en avant des suggestions tendant à faire repartir l'économie tchécoslovaque, alors en plein marasme (15). Les propositions de M. Sik furent officiellement acceptées au début de 1965 et certaines d'entre elles mises en pratique à titre expérimental dans quelques entreprises-témoins. En juin 1966, au Congrès du P.C., M. Sik s'en prit vivement aux réactionnaires qui empêchaient l'adoption de la réforme. Malgré la promesse faite alors par M. Novotny d'accélérer le processus (16), une réforme au plan national ne fut introduite qu'au début de 1967. Encore faut-il préciser qu'elle ne comportait, tout comme la réforme économique soviétique, que des mesures jugées par les doctrinaires comme non dangereuses et en tout cas assez éloignées du programme plus radical de M. Sik. En avril 1968, lors de la constitution du cabinet Cernik, M. Sik devint vice-premier ministre et le gouvernement incorpora *grosso modo* les théories de Sik dans son « programme d'action », dont l'adoption mécontenta à tel point Moscou, Berlin-Est et Varsovie, qu'on peut légitimement considérer que cette décision a fourni un argument de plus en faveur de l'occupation de la Tchécoslovaquie, quelques mois plus tard.

Il ne saurait s'agir de détailler ici les très sérieux défauts dont souffrait alors, et dont souffre encore, l'économie tchécoslovaque et qui servirent de point de départ au diagnostic du professeur Sik. Ayant constaté la faillite des méthodes de planification rigide appliquées par le régime de Novotny, mais en fait héritées de l'époque stalinienne, M. Ota Sik en est venu à penser qu'il était indispensable d'opérer des changements profonds tant d'ordre économique et financier que d'ordre politique. Certes, dans ses déclarations publiques et dans ses nombreux écrits, M. Sik était obligé de prendre quelques précautions. C'est ainsi qu'il a plus d'une fois répété que ses idées pouvaient fort bien s'accommoder de la « propriété socialiste des moyens de production », de la collectivisation de l'agriculture et même d'une planification indicative souple, un peu à la manière française.

Cependant, les nouvelles mesures préconisées ne manquaient pas de hardiesse, compte tenu, bien entendu, du contexte économique et politique général. Elles comportaient, entre autres, les principes suivants :

— Abandon de la priorité réservée jusqu'alors aux industries lourdes ;

— Primauté du consommateur, telle qu'elle s'exprime sur et par le marché ;

— Adaptation de l'offre à la demande et de la production aux ventes effectives et

(15) A partir de 1960, le produit national brut a décliné et en août 1962, le 3<sup>e</sup> Plan quinquennal tchécoslovaque a dû être officiellement abandonné pour être remplacé par des plans annuels.

(16) La sourde opposition de Novotny et des stalinien en général était symptomatique, dès cette époque, de leur méfiance à l'égard de toute théorie nouvelle.



escomptées, par exemple, par le moyen d'études et d'enquêtes de marchés ;

— Fixation par le marché de la plupart des prix, sauf quelques cas réservés ;

— Introduction du profit en tant que mesure de l'efficacité des entreprises ;

— Politique de salaires flexible, les rémunérations devant être liées à la productivité du travail ;

— Autonomie et même, liberté de gestion pour les chefs d'entreprise, assistés à titre consultatif de conseils ouvriers ;

— Développement du commerce avec l'Occident ;

— Emprunt massif en devises étrangères, à chercher auprès des gouvernements de l'Ouest et du Fonds monétaire international ;

— Convertibilité à terme de la couronne tchécoslovaque ;

— Adoption par le COMECON d'une doctrine et d'un programme similaires.

Cette simple énumération de mesures d'ordre en apparence technique a, en effet, de quoi donner le frisson dans le dos aux responsables soviétiques. Le premier point de ce programme, c'est-à-dire l'abandon du dogme de la priorité absolue accordée aux industries de base depuis 1929, est déjà en lui-même une hérésie. Cependant, la *Berliner Zeitung*, du 11 septembre 1968, a clairement perçu que l'introduction des mécanismes du marché, où se formeraient plus ou moins librement les prix, les salaires, le loyer de l'argent et le taux de change de la monnaie nationale, sonnerait le glas non seulement d'une économie contrôlée grâce à la planification, mais signifierait rapidement la fin du régime politique.

Le professeur Sik n'a, en fait, jamais caché que l'ensemble des réformes qu'il préchait impliquait *nécessairement*, outre la décentralisation et l'autonomie industrielles, la démocratisation du système politique, la liberté de critique et d'initiative ne pouvant se limiter aux seules entreprises industrielles (17). M. Sik a, depuis, confirmé pleinement cette pétition de principe dans l'interview qu'il a accordée à la revue mensuelle italienne *Adesso* (18) et dans laquelle il a rappelé que « *la transformation de certaines institutions politiques était l'une des conditions essentielles de la réforme économique* ».

Pour se convaincre de l'antinomie totale qui existe entre la thèse du professeur Sik et la base doctrinale sur laquelle repose l'économie de tout pays communiste, il suffit de se reporter aux grandes lignes des soi-disantes réformes soviétiques de septembre 1965, que nous avons résumées plus haut (19). Ou encore, de se reporter aux déclarations faites à l'époque, soit très exactement le 29 septembre 1965, par le Politburo soviétique, dans le

document portant « *Mesures pour améliorer la planification économique et pour augmenter les stimulants matériels dans l'industrie* » — et dont l'intitulé constitue déjà en soi une profession de foi :

« *Tout en étendant l'autonomie économique de l'entreprise, le parti et le gouvernement continueront à mener une politique centralisée dans la planification des grandes lignes du développement de la production, du progrès technologique, des investissements, des prix, des rémunérations et du financement.* »

Ainsi, quel que soit le moment, quel que soit le sujet, quelle que soit la forme, les dirigeants soviétiques font preuve d'une belle constance — et même d'une étonnante obstination — dans leurs idées. Sans doute acceptent-ils un peu moins mal qu'autrefois l'expression d'un point de vue différent sur un problème technique particulier, et ils l'admettent, plus ou moins, chez eux et chez leurs satellites. Sans doute ont-ils pris, sous l'empire de la nécessité, quelques mesures marginales pour huiler la machine qui était sur le point de s'enrayer. Ce sont là des points d'importance secondaire.

Quant au fond, les hommes du Kremlin n'envisagent aucune concession majeure, comme le prouve leur attitude, au demeurant parfaitement cohérente, à l'égard de l'informatique, à l'égard du COMECON et à l'encontre des projets du professeur Sik. Tout se tient. Tout se tient car, une fois un pan de la doctrine abandonné, tout le système ne pourrait que s'effondrer. De leur point de vue strictement égoïste, la douzaine d'hommes qui détiennent tout le pouvoir en U.R.S.S. a visiblement raison de s'accrocher, comme à une bouée de sauvetage, à la planification, car celle-ci est l'instrument sans doute inefficace sur le plan économique, mais très efficace sur le plan politique, le contrôle absolu des 300 millions de leurs sujets devant être assuré coûte que coûte.

Dès lors, il est normal que Brejnev et Kossyguine, Gomulka et Ulbricht, aient déclaré « *la lutte à outrance contre le révisionisme* » à la Sik.

JEAN LAFORÊT.

P. S. — Alors que l'article ci-dessus était déjà rédigé, nous apprenions la présence à Paris de M. Fedorenko, directeur de l'Institut central d'économie mathématique, qui fait partie de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. *Le Monde* du 25 mars (Supplément n° 7525, page III) a consacré près de trois colonnes à une réunion « privée » au cours de laquelle M. Fedorenko a accepté de répondre, par le truchement du professeur Marczewski, à un certain nombre de questions au sujet de l'économie et de l'informatique soviétiques. A cette occasion, M. Fedorenko, parlant en russe, a fièrement réclamé la paternité, ou du moins, la co-paternité du « Plan Calcul » soviétique et surtout de son orientation, décrite plus haut, dans le sens d'un renforcement du centralisme planificateur.

(17) Voir à ce sujet l'article « *Les Projets d'Ota Sik pour la Tchécoslovaquie* », par M. Victor Fay, *Le Monde Diplomatique*, de novembre 1968, p. 9.

(18) paraissant à Milan. N° de décembre 1968.

(19) V. la partie de cet article intitulée « *Les Aménagements mineurs introduits par la réforme de 1965* ».



## Le XII<sup>e</sup> Congrès national du P.C.I.

Le XII<sup>e</sup> Congrès national du Parti communiste italien s'est tenu du 8 au 15 février dernier à Bologne, avec la participation de 815 délégués élus au cours des congrès de 109 fédérations, des 131 délégués de la Fédération de la Jeunesse communiste (F.G.C.I.), de tous les membres du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle, qui, même s'ils ne sont pas élus délégués, participent toutefois par droit statutaire aux travaux du Congrès.

Les assises nationales du P.C.I. ont eu pour cadre le Palais du Sport de la ville de Bologne qui, depuis la fin de la guerre, a été constamment gouvernée par les communistes. Six mille cinq cents places étaient à la disposition des nombreuses délégations des « partis frères » et d'un nombre exceptionnel d'invités et de journalistes venus d'une soixantaine de pays. Les vœux du P.C.I. pour que ce Congrès ait une résonance mondiale, ont été — semble-t-il — largement exaucés. Et il ne s'agit pas là d'un simple goût pour le « triomphalisme », ainsi que certains ont cru le voir.

Ce XII<sup>e</sup> Congrès se situe du point de vue politique sur trois plans :

### 1°) Sur le plan *international* :

a) A l'intérieur du monde communiste après l'invasion militaire de la Tchécoslovaquie ; au moment d'une aggravation sérieuse du conflit entre l'U.R.S.S. et la Chine ; pendant la période de consolidation de la domination soviétique dans le glacis de l'Europe centrale ; au moment d'une sérieuse révision des objectifs à moyen terme à l'intérieur de l'Union soviétique (d'où les présentes divergences au sein du C.C. du P.C.U.S.).

b) A l'extérieur du monde communiste dans une phase évolutive de la « coexistence pacifique », puisqu'on assiste à une offensive vers les pays « blancs », et en premier lieu vers les Etats-Unis d'Amérique, de la part de Moscou et de ses satellites européens au nom de l'« ordre » et de la « paix internationale » ; et au moment où l'écart technologique et économique entre les pays communistes et ceux du monde libre tend à s'accroître.

### 2°) Sur le plan *national* :

La dégradation politique intérieure italienne s'est accentuée depuis le Congrès précédent. La coalition « centre-gauche » gouvernementale accusée de plus en plus ses faiblesses. Le Parti Socialiste Unifié (P.S.U.) n'a pas trouvé sa voie « unitaire », pis encore : ses fractions de gauche sont de plus en plus séduites par l'idée d'une coalition de « front populaire ». Les socialistes ont définitivement renoncé à quitter la C.G.I.L. ainsi qu'il en avait été question. Bref, le P.S.U. participe au gouvernement et en même temps il tolère qu'un nombre appréciable de ses dirigeants élaborent des « combinazioni » avec les communistes « en vue de l'avenir ». De tels accords existent déjà dans le vaste domaine du sous-pouvoir économique et de l'administration locale.

Les dirigeants de la Démocratie Chrétienne se sont laissés prendre en grande partie au jeu du dialogue entre « marxistes et catholiques ». Il ne s'agit plus de simples « infiltrations » ni de l'action de quelques « comunistelli di sacrestia », mais d'un climat presque général qui permet à beaucoup d'envisager une alliance entre la D.C. et le P.C.I., ou tout au moins entre une importante fraction de la première avec le second. En cela les « délices de Capoue » d'un pouvoir prolongé vont de pair avec l'aveuglement toujours grandissant de nombreux responsables tant du Parti que de la hiérarchie religieuse catholique, quant à l'évolution *démocratique* du P.C.I. et à sa « disponibilité » sur le plan national. Aujourd'hui, en effet, on envisage avec légèreté la création d'un parti chrétien de gauche au service de cette opération, ce qui est en train de déterminer le regroupement des démocrates-chrétiens anti-communistes au sein d'une « l'Union des catholiques nationaux ». Ce qui hier était une simple menace, peut devenir maintenant une réalité : l'effritement du plus grand parti politique italien. Ou tout au moins son plus grand « conditionnement » pour accentuer l'ouverture à gauche. Ce qui en fait revient au même.

En troisième lieu, l'agitation chez les étudiants italiens tend à devenir permanente, ce qui incite le secteur ouvrier à multiplier les manifestations « spontanées ». Lorsque cette anarchie savamment entretenue par le P.C.I. sera à son apogée, comment pourra-t-on « refuser » le soutien de ce Parti qu'on nous présente déjà comme un parti d'« ordre » ou tout au moins un parti qui sera en mesure de rétablir la bonne marche des affaires et le calme dans les universités et les lycées ?

En quatrième lieu, la cassure entre la vie politique et la vie économique du Pays est devenue encore plus évidente. Le secteur économique, malgré tout est arrivé à « tenir » assez bien dans ces dernières années, d'où pour certains hommes du monde des affaires l'attrait pour la solution facile : « puisqu'avec la coalition du centre-gauche, nous ne pouvons pas nous en sortir, eh bien ! entendons-nous avec les communistes qui au moins se font obéir par les leurs. Ainsi nous aurons la paix et nous pourrions travailler ». S'il n'y a pas beaucoup d'industriels à raisonner ainsi, il y en a de plus en plus pour estimer que le combat « individuel » contre un monde politique, toujours hostile est au-dessus de leurs forces, et qui envisagent de céder leurs activités à l'économie d'Etat. Pour le P.C.I. les résultats peuvent être les mêmes. Et ce n'est pas peu dire.

### 3°) Sur le plan *intérieur du Parti communiste* :

Depuis la mort de Palmiro Togliatti et son remplacement par Luigi Longo, on a assisté à deux phases successives. La première jusqu'au

XI<sup>e</sup> Congrès, qui avait entr'ouvert la porte à un conflit de générations et aussi d'origines intellectuelles. Le P.C.I., toujours sous le contrôle de son secrétaire général, avait tendance à se partager entre les fidèles d'Amendola et ceux d'Ingrao. Le premier étant partisan d'une politique d'entente « laïque et socialiste », le deuxième « couvrant » l'opération de « la main tendue aux catholiques » et s'inspirant à sa façon d'un prétendu « national-ouvriérisme » révolutionnaire. Amendola sortant d'une famille de la bourgeoisie libérale, Ingrao — plus jeune — des cadres de la jeunesse fasciste. Tout cela, on l'a vu, a fait long feu. Peut-être avec quelques dégâts chez les partisans de l'un et de l'autre ; peut-être aussi avec quelque mauvaise humeur chez Amendola et Ingrao. Mais ni l'un, ni l'autre n'ont en quoi que ce soit dévié de la ligne communiste. Tous ceux qui, dans les partis démocratiques, dans les milieux d'affaires ou dans les coulisses d'au-delà de la « Porte de Bronze » ou des Archevêchés, avaient misé sur la « collaboration » possible d'un P.C.I. devenu « démocratique et laïque », selon le langage du socialisme occidental, voire « national » et pro-catholique, en ont été pour leurs frais.

Avec le XI<sup>e</sup> Congrès, Longo avait pris officiellement la direction du Parti face à l'opinion publique. C'est alors que débuta la deuxième phase, celle qui a trouvé son couronnement au cours du dernier Congrès : la mise en place de cadres *rigidement* fidèles et l'installation du P.C.I. dans une position offensive en vue de la « participation » au gouvernement du Pays. Car pour la première fois depuis la création du Parti existent les « conditions objectives » pour une prise du Pouvoir « par la voie démocratique (lire : pacifique - n.d.l.r) et par le jeu des alliances avec les forces socialistes et celles du progressisme catholique ». Cela est indubitable.

A ces trois plans nous croyons utile d'en ajouter un quatrième, qui se situe un peu en dehors des schémas habituels. Il s'agit du *plan stratégique*, celui de la politique extérieure de l'U.R.S.S. et de certains de ses satellites, conçue cette fois-ci plus en fonction des rapports d'Etat à Etat, qu'en fonction des rapports de Parti à Parti, en Méditerranée, au Proche-Orient et en Afrique. L'activité du P.C.I. en ce domaine est fébrile : qu'il s'agisse du soutien donné pour l'installation de la présence de l'Union soviétique en tant que « puissance méditerranéenne », du renforcement des liens avec les pays arabes, de la création d'un bloc de pays « progressistes » en Afrique du Nord, ou de la réalisation d'une Entente balkanique avec la Turquie et demain avec une Grèce, « autrement » gouvernée, sous l'inspiration de la diplomatie roumaine. A propos de cette « stratégie » pourront mieux être comprises les « polyvalences tactiques du P.C.I., exprimées à maintes reprises par ses dirigeants, et qui ont fait couler des fleuves d'encre à propos de l'« autonomie » présumée des communistes italiens vis-à-vis de Moscou ou de l'authenticité de la « voie nationale » du P.C.I.

## I. — LE P.C.I. ET LES PROBLÈMES INTERNATIONAUX

Les travaux du XII<sup>e</sup> Congrès et en particulier les discours de Longo, Berlinguer et du responsable pour les affaires internationales, Galluzzi, ont clairement indiqué les objectifs que les communistes italiens entendent poursuivre sur le plan de la politique étrangère, *pour l'instant* en tant que parti d'opposition et *par la suite* — s'ils en ont la possibilité — en tant que parti de gouvernement. De ce côté, il n'y a rien de neuf.

Le secrétaire général du Parti a repris son leit-motiv contre la politique atlantique de l'Italie. « *Nous demandons que les bases de l'O.T.A.N. s'en aillent de l'Italie et que l'Italie sorte de l'O.T.A.N. Ce n'est pas grâce à l'adhésion à un bloc militaire que l'Italie peut assurer sa propre sécurité. La véritable sécurité, l'Italie ne peut la trouver qu'en étant en dehors des blocs, en obtenant un « statut » de neutralité ; et en premier lieu dans la Méditerranée et en Europe en prenant l'initiative d'une nouvelle orientation de la politique internationale, qui tende vers la détente et la construction d'un système pacifique de coexistence* ». Pour justifier l'intérêt qu'aurait l'Italie à devenir neutre, Longo a souligné qu'actuellement personne ne menaçait le pays à ses frontières. La Suisse, l'Autriche et la Yougoslavie sont des pays neutres ou non-engagés. Quant à la France, le plus important de ses voisins, « *elle aussi est sortie de l'organisation militaire du Pacte Atlantique et a éloigné de son territoire toutes les bases étrangères* ».

Mais les soucis qu'occasionne au P.C.I. la présence de l'Italie dans l'O.T.A.N. ne sont pas exclusivement dictés par les raisons stratégiques de Moscou, qui, depuis la naissance de l'Organisation Atlantique, essaye par tous les moyens de faire sauter ce système défensif politico-militaire. Aux yeux des dirigeants du P.C.I., l'O.T.A.N. constitue un empêchement au développement d'une politique « socialiste ». Sans se soucier de la contradiction flagrante qu'il y a entre « statut de neutralité » et « politique socialiste active », Galluzzi aussi bien que Longo ont poursuivi sur leur lancée. Le premier a affirmé :

« *Lorsqu'on parle d'un changement rapide de qualité dans la situation politique européenne, on ne peut pas ignorer l'existence de l'O.T.A.N. qui n'est pas seulement une alliance militaire, mais aussi une compénétration des structures militaires et policières qui conditionne directement le développement de tout procès de renouvellement. La bataille contre l'O.T.A.N., donc, est un point fondamental de l'action contre les monopoles et c'est une ligne de discrimination de la volonté de renouvellement des forces politiques* ».

Le secrétaire général du P.C.I., quoique plus bref fut bien plus explicite : *l'appartenance de l'Italie à l'O.T.A.N. menace sa liberté de recherche d'un équilibre intérieur plus avancé sur la voie du nouveau socialisme de la société italienne* ». En un mot, pour Longo, le

fait que l'Italie appartienne à l'Organisation Atlantique empêche le P.C.I. d'accéder au pouvoir ; il pense que dans d'autres conditions, si l'Italie par exemple parvient à « conquérir » la neutralité, celle-ci serait obligatoirement sanctionnée par la présence du P.C.I. au gouvernement.

★★

Le Marché Commun lui aussi, a sa place dans la stratégie du P.C.I. mais ce n'est que pour le détruire. Nous sommes loin des batailles contre cet organisme, considéré à sa naissance comme le monstre du Loch Ness parce que préfigurant « l'Europe des monopoles ». Il existe, et le P.C.I. l'a accepté. Déjà au cours du précédent Congrès avait été défini cette nouvelle orientation. Mais les communistes italiens, là comme ailleurs, entendent agir de l'intérieur. « *Il faut affirmer une nouvelle orientation de toute la politique extérieure italienne — a déclaré Longo — ... afin qu'elle revendique une révision des traités de Rome, qui ont créé le M.E.C., pour rendre possible une plus large coopération économique, scientifique et technologique entre tous les pays de l'Europe...* ». Objectif politique donc, qui découle encore une fois de l'impératif stratégique de la politique extérieure de l'U.R.S.S. visant la dislocation de tous les organismes politiques, économiques et militaires de l'Europe occidentale. C'est de bonne guerre, c'est normal. Ce qui l'est moins, c'est qu'on nous dise que le P.C.I., choisissant cette « voie nationale », se détache de Moscou et par là-même s'érige en défenseur des intérêts de l'Italie et non plus de l'Union soviétique.

Le fait que le P.C.I. veuille être le promoteur d'une transformation de la Méditerranée en une « mer de paix », par l'introduction de la flotte soviétique et l'« élimination de toutes les bases de l'O.T.A.N. et américaines » doit sembler un signe particulièrement encourageant aux exégètes du communisme « italien ». De même que doit paraître tout à fait « autonome » du point de vue soviétique, la position réaffirmée par Luigi Longo à propos de la situation « explosive au Moyen-Orient, où, le refus d'Israël de retirer ses forces des territoires arabes occupés constitue l'obstacle fondamental à la recherche d'une solution politique qui affirme le droit à l'existence de tous les Etats et permette l'établissement des rapports de coexistence pacifique ».

★★

C'est certainement la « question » tchécoslovaque qui a étoffé la thèse d'une « cassure » entre la direction de la « *via delle Botteghe Oscure* » (siège du P.C.I. à Rome) et le Kremlin.

Longo s'est longuement expliqué sur l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'U.R.S.S. et les quatre autres Etats membres du Pacte de Varsovie. « *Notre désapprobation, a-t-il affirmé, a été rapide et précise, et nous confirmons de nouveau les jugements que nous avons expri-*

*més sur les événements au cours de leur déroulement et sur les motivations politiques et théoriques. Notre position est compatible avec toutes les résolutions de notre Parti, lequel attribue une valeur de principe au respect complet de l'autonomie et de la souveraineté de chaque parti communiste et de chaque Etat socialiste, au refus de toute théorie d'un Etat ou d'un parti guide, et donc au refus de toute théorie d'une unité politique et de lutte qui ne soit pas, chaque fois et dans tous ses aspects, le résultat de libres débats et de libres acceptations, en dehors de toutes interférences et pression. Nous repoussons, comme opposée aux exigences actuelles de lutte du mouvement ouvrier et du monde socialiste, toute idée d'une unité politique et d'organisation qui se propose de tout rapporter à un dénominateur commun* ».

Comment croire à ces « résolutions de notre Parti, lequel attribue une valeur de principe... », lorsque ce même Parti, ces mêmes dirigeants à six mois de l'invasion de la Tchécoslovaquie n'ont rien fait — sinon parler — pour faire face à cette atteinte portée aux « principes » du P.C.I. par l'U.R.S.S. et le P.C.U.S. Mieux encore, Longo s'est cru obligé de préciser avec le plus complet cynisme : « *Dans ces jours aussi — dans une situation que de tragiques épisodes tel que le suicide de l'étudiant Jan Palach ont contribué à rendre encore plus dense de tension et d'émotion — les jeunes et le peuple tchécoslovaque ont su confirmer leur choix fondamental dans le socialisme, et les dirigeants tchécoslovaques ont affirmé leur sens des responsabilités. Leur autorité est un patrimoine précieux pour le peuple tchécoslovaque, pour tous les pays socialistes, pour tous les hommes qui dans le monde croient au socialisme et luttent pour lui. C'est donc l'intérêt de tous que rien ne soit entrepris — ni en Tchécoslovaquie ni au dehors — qui puisse affaiblir cette autorité. C'est au contraire de l'intérêt commun de toutes les forces socialistes que cette unité soit renforcée afin que le peuple tchécoslovaque et son parti communiste, selon leur volonté, puissent développer en pleine souveraineté leur société socialiste* ».

Lorsqu'on sait comment s'effectue le « renforcement » de l'autorité communiste en Tchécoslovaquie, et de quelle façon peut se manifester la « volonté » du peuple tchécoslovaque, on est en droit de se demander si, en parlant de telle sorte, Luigi Longo n'a pas donné une évidente preuve que le P.C.I. continue comme par le passé à suivre les ordres du Kremlin, celui-ci ayant demandé que l'U.R.S.S. ne soit pas directement mise en cause au Congrès (à aucun moment Longo ou ses collaborateurs ont nommé « accusé » la direction soviétique), et qu'au contraire la « question tchécoslovaque » soit « déviée » sur les nécessités présentes, c'est-à-dire sur le renforcement de l'unité autour du Parti communiste tchécoslovaque, guide de cet Etat socialiste (« déviation » que Longo, ainsi qu'on peut le lire plus haut, a ponctuellement exécutée).

★★

La position du P.C.I. sur le problème chinois a été encore une fois résumée par le secrétaire général. Longo a fait la part entre le devoir « internationaliste » et celui de l'obéissance aux directives de Moscou. Il a réitéré la demande d'admission de Pékin à l'O.N.U. Avec un ton un peu plus catégorique qu'au cours du XI<sup>e</sup> Congrès, il a affirmé : « *Au-delà des profondes différences idéologiques et politiques qui nous séparent actuellement des camarades chinois, à cause de leurs conceptions tactiques et stratégiques et de la politique de rupture envers l'Union soviétique, et de l'ensemble des partis communistes et ouvriers, nous souhaitons à la Chine socialiste d'apporter au monde une contribution positive pour l'affirmation de nouveaux rapports internationaux, conformément aux cinq principes de la coexistence pacifique élaborés à la Conférence de Bandoeng, dont Pékin est un des promoteurs, et de contribuer ainsi sur cette base, au dépassement du conflit qui divise le monde socialiste et le mouvement communiste international* ».

Fidèle à sa ligne de non-condamnation des communistes chinois, le P.C.I. toutefois, par la bouche de son secrétaire général, a relativement durci sa position envers Pékin et précisé de quelle façon il voudrait voir répondre ce dernier en cas de rencontre autour d'une même table, à l'occasion d'une conférence internationale des partis communistes. Mais cette éventualité semble s'éloigner de plus en plus, et les communistes italiens s'appêtent peut-être à immoler sur l'autel de la fidélité au Kremlin un autre « principe » : celui de la « non-condamnation » d'un parti « frère ».

C'est en conclusion du Congrès qu'Enrico Berlinguer, a indiqué de quelle façon le P.C.I. entend se présenter à la Conférence internationale des Partis communistes et ouvriers. Berlinguer a d'abord déclaré que cette conférence « *pourra être positive si elle sait allier la confrontation ouverte et responsable (même sur les questions les plus difficiles et à propos desquelles existent des opinions divergentes) à la recherche d'une plateforme unitaire de lutte même pour des objectifs limités, mais capable de représenter un élan vers des ententes plus larges avec les partis qui ne participent pas à la conférence et pas seulement les partis communistes et ouvriers* ». Après avoir souligné que le P.C.I. ne pense pas détenir « la vérité », l'orateur a fait remarquer :

« *Mais aussi nous n'avons aucun complexe d'infériorité, puisque nous sommes conscients que dans l'ensemble du mouvement communiste international il y a aussi un parti comme le nôtre, qui exprime des conceptions et des principes qui ont leur originalité spécifique et qui sont le fruit non seulement, et avant tout, de ce que nous sommes en Italie, de notre force et de nos expériences de lutte, mais aussi des réflexions que nous avons faites sur les questions de la lutte et de l'unité du mouvement ouvrier international* ».

Malgré ces longues phrases à usage intérieur, Berlinguer donne ici la justification de la tactique adoptée par le Parti aussi dans ses déclarations sur les problèmes du mouvement

international communiste. Cela se trouve dans cette phrase « *... qui sont le fruit non seulement, et avant tout, de ce que nous sommes en Italie...* ». Ce qui revient à dire : si nous avons nuancé certaines affirmations, si nous nous montrons plus souples, c'est parce que cette tactique nous a été jusqu'ici fort profitable pour progresser dans la conquête du pouvoir en Italie : aux dernières élections générales de l'année dernière nous avons gagné encore 800.000 voix.

Dans ces conditions on voit bien que l'« élaboration des principes », n'a aucun poids sur la balance des valeurs communistes. Ce qui compte ce sont les résultats pratiques. S'il y a discussion — et discussion relative — entre certains dirigeants du P.C.U.S. et du P.C.I., c'est d'une part sur la valeur réelle des possibilités de conquête du pouvoir par le P.C.I. en Italie, et sur l'utilité de cette conquête dans l'échiquier international ; et d'autre part sur la valeur des conséquences que dans le monde communiste peuvent provoquer les attitudes « autonomes » auxquelles doit se soumettre le P.C.I. pour rendre réelles les possibilités d'accéder au pouvoir.

Nous sommes, donc, bien loin de cet « humanisme marxiste-léniniste » que le P.C.I. serait en train de retrouver, selon les affirmations des partisans du dialogue, tant catholiques que socialistes ; et fort loin de la formulation intellectuelle donnée par Berlinguer à propos de la « storicita » du communisme.

## II. — LE P.C.I. ET LES PROBLÈMES NATIONAUX

La ligne réaffirmée par le XII<sup>e</sup> Congrès en matière de politique intérieure n'est en définitive que celle suivie par le P.C.I. depuis que les socialistes de toutes les grandes tendances ont accédé à la direction politique du Pays. Le triomphe sur le plan gouvernemental de l'« ouverture à gauche », avec la constitution de la coalition entre la D.C. et le P.S.I., la réunification des socialistes, et enfin la projection partielle de cette alliance au sommet sur les administrations locales et provinciales, avaient poussé le P.C.I. dès le XI<sup>e</sup> Congrès à définir sa ligne de conduite dans le double sens : 1°) main tendue aux socialistes pour éviter qu'ils rompent avec le P.C.I. ; 2°) main tendue aux catholiques pour attirer dans l'orbite communiste les forces dites « progressistes » et surtout pour casser l'unité du plus important parti démocratique italien.

De là la formule d'une « *alternative à gauche* » lancée par Longo au cours du précédent Congrès et renouvelée au cours de celui-ci ; mais agrémentée cette fois-ci de tout ce que l'actualité pouvait lui fournir. A savoir, en premier lieu, le mécontentement grandissant dans l'opinion publique face à l'inertie du Parlement, l'agitation croissante de la jeunesse et le hiatus qui s'accroît entre la vie politique et la vie réelle. Tout cela permet à Longo de dire : « *Il est évident que l'alliance avec les paysans reste, pour la classe ouvrière, dans la*

situation actuelle, une condition essentielle dans sa lutte pour transformer la société. Ceci vaut aussi, bien que d'une façon différente, pour une très large partie des classes moyennes productives des villes. Ceci vaut pour les masses de femmes, qui ont livré de grandes batailles pour leur émancipation. En même temps se sont fait jour des possibilités de nouvelles alliances et d'unité entre la classe ouvrière, d'importantes couches d'intellectuels, de techniciens et de chercheurs et les masses estudiantines ».

Ne pouvant prétendre constituer un gouvernement à lui seul, le P.C.I. mise sur la « crise » générale du système actuel, et avant tout sur la « crise » des plus fortes organisations politiques qui le soutiennent. A propos de cette crise, Longo observe : « La tâche de faire sortir l'Italie de la grave crise qui la travaille n'est pas celle d'un seul parti, fut-il aussi fort que le nôtre, mais c'est une tâche commune pour toutes les forces de gauche démocratiques et progressistes, pour toutes les forces vivantes de la société ». De là la possibilité et la nécessité de provoquer des convergences et des ententes entre toutes les forces « authentiquement de gauche, laïques et catholiques, supprimant toutes les exclusives et tous les préjugés. »

De quelle manière Longo conçoit-il, et avec lui le P.C.I., cette possibilité d'« entente » avec les forces « progressistes » catholiques et socialistes ?

#### a) Avec les catholiques :

Après avoir lourdement souligné toutes les difficultés auxquelles doit faire face la Démocratie Chrétienne, qui a eu la charge la plus grande pendant ces vingt dernières années dans le gouvernement du Pays, le secrétaire général du P.C.I. énumère les forces qui font sentir leur voix — dans le sens favorable aux objectifs communistes — au sein de la D.C. C'est -à-dire en premier lieu les A.C.T.I. (Association Catholique des Travailleurs Italiens) — dont le président, Labor, est favorable à la constitution d'un nouveau parti chrétien de gauche —, mais aussi tous les groupements qui ont provoqué de « nouveaux épisodes, qui ne sont plus marginaux et silencieux, de cassure consciente de l'unité politique des catholiques. »

« Nous suivons tous ces événements — a poursuivi Longo — avec la conviction qu'il est dans l'intérêt de la démocratie italienne que soient battues les forces conservatrices à l'intérieur de la direction démocrate-chrétienne, que soit brisé le carcan de l'inter-classisme démocrate-chrétien, que soit dépassée l'idée qui est à la base de l'unité politique des catholiques dans la D.C. »

S'il y a une nouveauté, elle réside dans le fait qu'avant les espoirs des communistes résidaient exclusivement dans la possibilité que la fraction des « catholiques de gauche » se décide un jour à sortir de la D.C. et à former un nouveau parti. Aujourd'hui, Longo semble indiquer l'existence d'une deuxième possibilité : que la Démocratie Chrétienne, sous son appellation contrôlée, après s'être « débarrassée des forces conservatrices à l'intérieur de sa direction » soit disponible pour l'entente avec le P.C.I. Et

Longo, en se réjouissant, affirme : « Au cours de notre XI<sup>e</sup> Congrès nous avons examiné le problème des rapports entre la majorité et l'opposition. Notre point de vue aujourd'hui avance, au point que dans les rangs mêmes de la D.C. se font jour et provoquent presque un scandale dans l'opinion conservatrice et modérée, des exigences et des idées qui semblent aller dans cette direction et que nous considérons avec l'attention qui leur est due ».

#### b) Avec les socialistes :

Selon le P.C.I., les problèmes qui se posent avec le P.S.I. sont différents de ceux qui existent avec la D.C. Après l'unification, une véritable rupture entre communistes et socialistes ne s'étant pas produite, il s'agit aujourd'hui d'agir de sorte que le P.S.I. réussisse à se « débarrasser des groupes et des tendances sociaux-démocrates ». Le langage utilisé à l'égard des socialistes est encore celui de la camaraderie, mais comme si ce camarade menaçait de mal tourner. « Le parti socialiste paye les conséquences négatives de la politique d'unification sociale-démocrate », déclare Longo, qui poursuit : « Les élections du 19 mai (élections législatives : n.d.l.r.) ont exprimé la dure critique des électeurs pour une politique erronée ». La crise — selon le secrétaire général du P.C.I. — se développe grâce à la résistance et à la conscience socialiste et « avant tout à celles des forces regroupées autour des camarades Lombardi et Santi, qui représentent l'aile gauche du P.S.I. Mais aussi grâce à d'autres groupements et d'autres hommes de la tendance dirigée par De Martino ; grâce aussi à tous ceux qui ne veulent pas renoncer à une politique unitaire et de classe ». Si toutes ces classes n'arrivent pas à isoler et à battre les sociaux-démocrates, alors la fonction du Parti Socialiste d'Unité Prolétarienne (P.S.I.U.P.) — issu d'une scission de gauche après l'unification socialiste — sera pleinement justifiée dans la stratégie du P.C.I. Longo, à propos de ce parti, a dit : « Le renforcement et le développement du P.S.I.U.P. — démontrés aussi au cours des récentes victoires électorales — ont confirmé la valeur des raisons fondamentales qui poussèrent la gauche socialiste à donner naissance à une force socialiste classiste, unitaire et véritablement autonome ».

\* \*

Ce qui est à observer quant à la poursuite de l'action du P.C.I. en direction des deux grands partis de la coalition gouvernementale c'est le ton qu'a employé Longo — et dans une moindre mesure Berlinguer — comme si le Parti communiste se sentait désormais assuré de prendre un jour en mains les rênes de la politique italienne. Depuis le XI<sup>e</sup> Congrès c'est le changement le plus important et le plus sensible dans l'exposé des dirigeants communistes. Lesquels peuvent aujourd'hui envisager, — est-ce vraiment à tort ? — une opération politique directe à l'intérieur de la D.C. et à sa tête, pour la débarrasser de ses « membres conservateurs » et, contre la volonté de la majorité absolue des électeurs démocrates-chrétiens — qui sont et restent anticommunistes — pour

essayer d'amener le grand parti catholique, par la voie des accords entre les états-majors politiques, sur la route de la collaboration avec le P.C.I.

En de telles conditions pourquoi donc s'efforcer outre mesure et à tout prix de rallier le maximum de socialistes autour d'une « plate-forme » commune. Leur choix se trouve — selon les dirigeants du P.C.I. — entre la « sagesse » dans le soutien rapide de l'opération communiste vers la D.C. ou bien dans leur élimination de la scène dirigeante. Nous n'en sommes pas encore aux anathèmes contre les « social-traitres », mais les conditions sont déjà réunies pour qu'il en soit ainsi lorsque le P.C.I. le voudra.

\* \*

La stratégie du P.C.I. implique aussi une action sur le plan social et économique. Beaucoup de commentateurs de ce XII<sup>e</sup> Congrès ont trop facilement accepté l'affirmation de « principe » sur l'autonomie du Syndicat vis-à-vis du Parti. A ce propos aussi, le principe énoncé a une application diamétralement opposée, mais on peut constater qu'il suffit qu'un tel « principe » soit claironné à la tribune pour que les communistes et bon nombre de leurs adversaires y croient tout aussitôt.

C'est le secrétaire général de la C.G.I.L. (*Confederazione Generale Italiana del Lavoro*), Agostino Novella, en personne, qui explique ce qu'il faut entendre par « autonomie syndicale » et pour quelles raisons cette formule est utile au P.C.I. et à la C.G.I.L.

Rapellant les luttes sociales des dernières années, Novella a déclaré : « *Par leur lutte, les masses des travailleurs ont accompli et accomplissent des expériences très avancées de lutte unitaire, qui ont une grande signification politique générale, que notre Parti doit savoir recueillir et porter à de niveaux plus élevés. L'importance de ces luttes n'empêche pas toutefois qu'on y décèle les limites politiques qu'elles portent elles-mêmes et dont découle la nécessité d'un engagement du Parti en tant que tel, avec ses forces et sa pleine autonomie d'initiative, pour amener les masses vers des luttes clairement politiques, pour des objectifs politiques que les luttes ouvrières proposent* ». Le secrétaire général de la C.G.I.L., qui est aussi membre de la direction nationale du P.C.I., affirme par là que la véritable « autonomie » est et reste celle du Parti dans le choix des actions à entreprendre, tandis que le rôle du Syndicat se borne à regrouper les masses par des objectifs syndicaux, et les offrir, une fois rassemblées, au Parti qui les utilisera à des fins politiques.

b) La formulation de l'autonomie syndicale est fort utile aussi vis-à-vis des autres syndicats nationaux. C'est encore Agostino Novella qui rappelle que « *sur le plan de l'unité syndicale les choses sont allées si loin qu'il est bien difficile de recréer aujourd'hui le climat qui existait entre les syndicats il y a seulement quatre ans* ». Et à l'intention de ceux qui ont critiqué cette tactique, le secrétaire général de la C.G.I.L. a dit : « *Après les trois grandes grèves*

*générales unitaires de ce dernier trimestre, je crois qu'il est beaucoup plus difficile de calculer — ainsi que certains l'ont fait — le prix de l'unité ... C'est grâce à cette ligne d'unité que nous avons fait échouer toutes les tentatives d'absorption de la C.G.I.L. par la politique de centre-gauche, que nous avons repoussé, dans sa substance, une politique de programmation économique qui représentait une couverture réelle des choix des monopoles et trouvait son fondement dans la politique des revenus* ».

Le « prix de l'unité » — c'est-à-dire le risque d'une trop grande « autonomie » consécutive à la campagne déclenchée en son nom — c'est le plus souvent les autres centrales syndicales se prêtant au jeu communiste, qui l'ont payé plutôt que la C.G.I.L. En effet, Longo, également aborde ce sujet : « *Nous voulons rappeler que le travail unitaire syndical et l'effort pour réussir dans l'unité organique des syndicats, ne constituent pas seulement des fondements pour la défense des intérêts actuels des masses, mais qu'ils ont aussi une grande valeur politique pour le renouvellement et le progrès démocratique*. » Et le secrétaire général du P.C.I. d'expliquer la signification de cette « grande valeur politique » : « *En luttant pour donner aujourd'hui des solutions positives aux problèmes des masses travailleuses et du Pays, non seulement nous développons une action capable de faire éclater les contradictions de la majorité, mais en même temps nous contribuons à faire progresser le processus d'approche, de collaboration, d'entente, entre les forces de gauche, socialistes, catholiques, démocratiques et à faire mûrir les conditions pour une nouvelle majorité et une nouvelle direction politique du Pays* ». Après avoir indiqué, non sans laisser planer sur l'avenir la menace que le P.C.I. marchera sur « *cette voie de grandes et âpres luttes de masse* », Longo résume la position du Parti en ces termes : « *Telle est notre ligne, et c'est dans cette vision du processus de développement de la société italienne, que se retrouvent notre stratégie et notre tactique* ».

### III. — LE P.C.I. ET SES PROBLÈMES INTÉRIEURS

Ce XII<sup>e</sup> Congrès a fourni un exemple concret de ce qu'est pour le P.C.I. le « centralisme démocratique ». Longo, d'ailleurs, est revenu sur ce principe — l'a-t-il fait parce qu'il avait eu entre temps la main trop lourde dans la « réorganisation » du Parti et qu'on pouvait s'en inquiéter dans l'opinion publique ? — pour réaffirmer avec beaucoup de candeur « *Une unité imposée par le sommet, au nom d'une doctrine trop dogmatique, nous est étrangère, comme elle l'est à la conception, à l'histoire, à la pratique de notre Parti, du Parti de Gramsci et de Togliatti... Le moment de la confrontation et de la dialectique des positions et de la discipline doivent donc être toujours unis. C'est cela que nous entendons par centralisme démocratique...* ».

Il est utile de remarquer, en passant, que pour Longo l'histoire du P.C.I. n'a jamais eu à reconnaître le « stalinisme » et surtout « l'unité



imposée par en haut —. Enfin le P.C.I. est véritablement une perle dans le mouvement international communiste et ouvrier !... Ceci étant, le fait nouveau — tout au moins pour le grand public — et aussi pour les membres du Parti — a été la décision « venue d'en haut » de nommer un vice-secrétaire du P.C.I. en la personne d'Enrico Berlinguer. Mieux, on a assisté à une véritable mise en condition de l'assemblée des délégués, lorsque la direction nationale sortante a décidé de faire présenter le rapport terminal du Congrès par le futur vice-secrétaire, à la place, ainsi que la coutume le voulait, du secrétaire général, Longo. En effet, les délégués, ainsi que le nouveau Comité Central et la Commission Centrale de Contrôle, n'avaient qu'à ratifier, purement et simplement, une décision prise par Longo et ses plus proches collaborateurs.

Mais le « centralisme démocratique » dans son application pratique a permis aussi d'éliminer, tout au moins sur le plan du Congrès, toute opposition sérieuse, démontrant la rude efficacité, sur le plan fédéral, des apparatchiks de la bureaucratie du Parti. Certes, quelques représentants de la tendance « nouvelle gauche » (Rossanda et Pintor) sont parvenus à faire entendre leur voix. Cela a rendu le « dialogue » intérieur plus attrayant pour l'opinion extérieure. Cela a permis aussi de dire qu'il y a eu « débat » et « libre discussion ». Quant aux tendances qui s'étaient fait jour lors du précédent Congrès et qui pouvaient se vanter d'avoir des parrains haut placés (Amendola, Ingrao, etc.), elles ont été « absorbées ».

Certains commentateurs persistent toutefois à reconnaître dans ce XII<sup>e</sup> Congrès l'existence de tendances. Qu'il y ait en effet au sein du Parti des regroupements, voire aussi des dissidences sérieuses par rapport à la ligne officielle, personne n'en doute. Mais le fait est qu'au Congrès cela ne s'est pas vu. On a dit d'autre part qu'il y aurait un clivage entre une ligne Longo-Amendola et une autre Berlinguer-Ingrao ; voire aussi d'autres combinaisons. En réalité, grâce à ces regroupements — que nous estimons *arbitraires* — dans la pratique — on a offert à l'opinion publique une image du groupe dirigeant du P.C.I. fort éloignée de la véritable ou bien curieusement utile pour alimenter la campagne qui propose de mirobolantes possibilités d'« accords » souterrains entre telle ou telle autre fraction du P.C.I., pour ébranler celui-ci. En fait pour accrédi-ter encore plus dans le Pays l'idée d'une possibilité d'entente avec ce dernier.

Ce qu'on a souvent oublié de rappeler, c'est que la nomination d'un vice-secrétaire du Parti a eu lieu avec le plein accord non seulement de Longo, mais aussi de Moscou. A tel point que le réalig-nement de Longo et Berlinguer s'est déterminé ipso facto autour des autres « aspirants à la succession ». Bref, la reprise en main s'est effectuée selon la traditionnelle application du « centralisme démocratique », c'est-à-dire selon les volontés du leader, et avec l'approbation des *censeurs* soviétiques.

Ainsi donc — et la nomination successive à la tête des différentes Commissions de travail

du Parti des hommes « fidèles » à Longo, et à Berlinguer a été la confirmation ultérieure — le secrétaire général a renoué avec les traditions les plus orthodoxes du communisme bolchevique, sans grand fracas, et ce qui est mieux — pour la politique de détente menée par le P.C.I. — laissant croire que *vraiment* il y avait quelque chose de neuf dans le communisme italien : sa vocation démocratique, sa disponibilité *sincère* pour une collaboration avec les autres partis, son idéal d'une liberté semblable à celle des partis démocratiques.

\* \*

Vingt-et-un ans après la victoire des partis démocratiques sur la coalition dirigée par le P.C.I., en avril 1948, on peut mesurer, grâce à ce XII<sup>e</sup> Congrès, les chemins inverses parcourus par les uns et les autres.

D'une part un P.C.I. qui a retrouvé sa puissance offensive ; qui ne s'est pas battu en vain pour se refaire une virginité « démocratique » ; qui peut profitablement « dialoguer » avec les ennemis d'hier. Mais qui en fait n'est pas plus indépendant de Moscou que par le passé (jusque dans le choix de ses plus importants dirigeants) ; qui n'a en rien modifié ses structures intérieures antidémocratiques ; qui poursuit — avec d'autres formulations peut-être — son but essentiel : la conquête du Pouvoir et la transformation de la société italienne sur le modèle soviétique (... les illusions du « printemps pragois » sont terminées bien vite...).

De l'autre côté beaucoup de formations politiques démocratiques ont permis la transformation de leurs structures intérieures en fonction d'une ouverture vers la gauche, ont consenti à la transplantation chez elles de dirigeants qui ne connaissent point ou plus ce qu'est le communisme, pire qui considèrent les communistes comme les alliés les plus sûrs. La direction de ces partis a souvent agi — tout au long de ces dernières années — en contradiction flagrante avec la volonté exprimée par leur électeurat, foncièrement opposé au communisme. Cette dégradation s'est transférée aussi du plan politique au plan administratif et cela a provoqué dans ce secteur sain des troubles profonds, peut-être des dommages irréparables pour de longues années. C'est exactement la contribution, inespérée par le P.C.I., pour voir augmenter l'agitation, le mécontentement et l'anarchie, auxiliaires fondamentaux pour la marche du communisme vers le Pouvoir.

Mais dans cette même période de vingt-et-un ans, les forces productives du Pays ont permis un essor général considérable et inimaginable en 1948 ; elles ont conduit l'économie italienne vers des sommets enviés ; elles ont introduit un bien-être que proportionnellement aucune société « socialiste » n'a pu fournir. En retour, ces mêmes forces n'ont été payées qu'avec un nombre toujours croissant de restrictions à leur liberté d'initiative, et par là même à leur capacité d'amélioration du niveau de vie.

On envisage froidement aujourd'hui — et de plus en plus ouvertement — tant au sein



du P.C.I. que de la Démocratie Chrétienne, de lier le sort du Pays à celui du communisme. Toutes les résolutions du XII<sup>e</sup> Congrès correspondent non pas à une « avance » pour participer au Pouvoir, mais au contraire à une « réponse » à des avances déjà formulées et à un encouragement quant à la « disponibilité » du P.C.I. pour tout ce qui peut lui permettre d'être au gouvernement.

Cela signifierait qu'après l'anarchie — provoquée pour faire admettre par l'opinion publique comme « nécessaires » des accords entre états-majors politiques, que dans sa plus

grande majorité, elle réproouve — l'Italie aurait droit à l'ordre « nécessaire » du P.C.I. « La remise en ordre des structures de la société italienne », évoquée par Luigi Longo, semble malheureusement oubliée dans les calculs de beaucoup d'hommes politiques de la coalition gouvernementale actuelle. Mais est-elle oubliée aussi par tous les responsables italiens qui ont fait de leur Pays, une Nation moderne ? C'est de là que devrait venir la réponse à ce XII<sup>e</sup> Congrès du P.C.I., plein de lourdes inconnues pour la démocratie italienne.

ROCCO ASTORI.

## U.R.S.S. 1968

### Consommation et salaire

**P**OUR la première fois dans l'histoire économique de l'U.R.S.S. depuis le début de l'ère des plans quinquennaux, l'industrie produisant des biens de consommation a progressé un peu plus vite que celle produisant des moyens de production (8,3 % contre 8,0 %). Mais si l'industrie légère et celle des articles à usage culturel enregistrent un accroissement de 9 % et de 15 % respectivement, la production des denrées alimentaires reste à la traîne avec 5 %.

Nous indiquons ci-après les principaux chiffres relatifs à l'accroissement de la production dans chacune de ces trois catégories.

#### Production alimentaire

	1966	1967	1968
Ensemble .....	4 %	7 %	5 %
Viande .....	10 %	6 %	0,3 %
Charcuterie .....	2 %	12 %	8 %
Poisson .....	6 %	7 %	3 %
Graisses végétales..	-2 %	10 %	5 %
Sucre de betteraves	-7 %	2 %	7 %
Beurre et product. laitière (a) ....	2 %	6 %	4 %

(a) Chiffres difficilement comparables d'une année à l'autre, les rubriques n'étant pas identiques.

La tendance générale est au ralentissement, en dépit d'un léger relèvement de la production agricole. Le ralentissement particulièrement sensible de la production de la viande et de la charcuterie tient à la situation de plus en plus inquiétante de l'élevage, dont nous parlerons une autre fois.

APRES AVOIR LU  
EST & OUEST  
ENVOYEZ-LE A UN AMI

Pour ce qui est de l'industrie légère, sa progression se présente comme suit :

#### Industrie légère

	1966	1967	1968
Ensemble .....	9 %	11 %	9 %
Cotonnades .....	4 %	4 %	3 %
Lainages .....	9 %	7 %	7 %
Tissus de lin ....	8 %	9 %	5 %
Vêtements .....	10 %	14 %	15 %
Sous-Vêtements ..	7 %	5 %	2 %
Chaussures cuir ..	7 %	7 %	6 %
Meubles .....	9 %	10 %	10 %

Dans l'ensemble, le rythme se maintient tout en faiblissant quelque peu. Par rapport à 1965, l'accélération est très sensible : il ne faut pas oublier que c'est dans ce secteur qu'a débuté l'expérience Liberman. Mais elle paraît avoir épuisé ses effets puisque la progression a l'air de s'être arrêtée, ou presque.

En ce qui concerne les articles à usage culturel, la progression est plus forte, sans cependant s'accélérer dans l'ensemble.

#### Objets à usage culturel

	1966	1967	1968
Ensemble .....	13 %	15 %	15 %
Montres .....	6 %	6 %	5 %
Postes T.S.F. et électrophones ..	13 %	10 %	9 %
Postes de télévision	21 %	12 %	16 %
Réfrigérateurs ....	32 %	22 %	17 %
Machines à laver ..	13 %	12 %	9 %
Motocyclettes ....	4 %	4 %	2 %

La plupart des produits figurant dans cette rubrique sont évidemment destinés à la « nouvelle classe ». Le ralentissement de la production de certains d'entre eux peut s'expliquer de différentes manières, de toute façon par une certaine saturation des besoins. Cette saturation peut tenir, quant à des articles accessibles à tout le monde (montres, motocycles), à ce que

les besoins sont pour l'instant satisfaits. Elle peut être due à une certaine limitation du pouvoir d'achat (même celui de la nouvelle classe n'est pas illimité) quant aux téléviseurs. Enfin, le ralentissement de la production des réfrigérateurs et des machines à laver peut s'expliquer par l'exiguïté de l'espace habitable, laquelle est très sensible en U.R.S.S. même pour la plupart des membres de la nouvelle classe.

### PROMESSES SANS LENDEMAIN

Puisque le bilan économique que nous commentons publie aussi les chiffres absolus, nous confronterons les promesses faites dans le passé avec les réalisations présentes.

Le tableau ci-dessous compare les résultats de 1968 et de 1967 avec les prévisions formulées en 1959 pour 1965, terme du plan de sept ans.

#### Production

	Résultats		Prévisions 1965
	1968	1967	
Cotonnades (a) .....	7.972	7.740	7.700 à 7.800
Lainages (a) .....	457	427	500
Tissus de lin (a) .....	720	686	635
Chaussures cuir (b) .....	595	561	515
Sucre (c) (d) .....	9,1	8,5	9,3
Viande (c) .....	11,6	11,5	16 (e)

(a) Millions de mètres linéaires. — (b) Millions de paires. — (c) Millions de tonnes. — (d) Sucre de betteraves seulement. — (e) 12,8 promis dès 1956 pour 1960.

Il ressort de ce tableau que pour les cotonnades, les promesses faites en 1959 pour 1965 ont été réalisées en 1968 ; celles faites pour les lainages et le sucre ne sont toujours pas tenues, et quant à la viande, les 12,8 millions de tonnes promises en 1956 pour 1960 ne sont toujours pas honorées en 1968.

La situation est évidemment moins enviable encore par tête d'habitant. Le tableau ci-dessous permet de s'en rendre compte :

	Résultats 1968	Prévisions	
		1965	1960
Cotonnades (a) ..	33,30	33,60	34,20
Lainages (a) ....	1,91	2,15	1,66
Tissus de lin (a) ..	3,01	2,74	2,57
Chaussures (b) ..	2,48	2,20	2,10
Sucre (c) .....	38,10	40,10	30,10
Viande (c) .....	47,70	68,90	59,20

(a) Mètres. — (b) Paires. — (c) Kilos.

Il ressort de ce tableau :

1° Les promesses faites en 1956 pour 1960 ne sont toujours pas tenues en 1968 pour :

- les cotonnades,
- la viande ;

2° Les promesses faites en 1959 pour 1965 ne sont toujours pas tenues en 1968 pour :

- les cotonnades (99 %),
- les lainages (89 %),
- le sucre (95 %),
- la viande (69 %).

Il faut bien de la patience pour être consommateur soviétique...

#### LES VENTES AU DÉTAIL

L'évolution des ventes au détail a été assez inégale. Le bilan souligne que la demande n'est pas entièrement satisfaite en ce qui concerne les lainages, les vêtements, les chaussures, les matériaux de construction. Le système nou-

veau de stimulation ne semble donc pas encore fonctionner à la satisfaction générale.

Voici comment se présente la situation :

#### Accroissement des ventes au détail

	1968	1967	1966
Total .....	8,7 %	9,4 %	8,7 %
Cotonnades .....	0 %	5 %	4 %
Lainages .....	6 %	0 %	1 %
Tissus de lin ....	11 %	9 %	19 %
Chaussures cuir ..	10 %	12 %	11 %
Viande, charcuterie	8 %	11 %	12 %
Poisson .....	8 %	3 %	3 %
Beurre .....	7 %	2 %	0 %
Lait, prod. laitiers	11 %	12 %	9 %
Sucre .....	3 %	6 %	7 %

L'accroissement s'est ralenti pour certains articles, il s'est accéléré pour d'autres. On a l'impression que ces mouvements disparates tiennent moins à l'abondance ou à la pénurie de l'offre qu'à la répugnance des acheteurs à acquérir des articles de mauvaise qualité. L'assortiment continue de rester négligé malgré « l'expérience Liberman ».

Quant aux articles réservés (ou presque) à la « nouvelle classe », leur vente progresse plus rapidement :

	1968	1967	1966
Total (moyen. de l'ensemble ventes)	8,7 %	9,4 %	8,7 %
Réfrigérateurs ..	20 %	24 %	35 %
Lessiveuses ....	9 %	9 %	12 %
Aspirateurs ....	13 %	15 %	12 %
Appareils T.S.F.	3 %	3 %	1 %
App. de télévis.	15 %	3 %	16 %

Les ventes de ces articles progressent donc plus rapidement que la moyenne. Seuls les appareils de T.S.F. n'arrivent pas à la pro-

gression moyenne et les lessiveuses épousent le rythme moyen.

De toute façon, la statistique des ventes reflète, dans l'ensemble, assez fidèlement celle de la production. Les articles de luxe, destinés à la « nouvelle classe », tiennent la tête puisque leur production s'est accrue de 15 %, alors que la production des vêtements et du mobilier n'a augmenté que de 9 %, et celle des denrées alimentaires que de 5 % seulement.

### SALAIRE SOVIÉTIQUE MOYEN ET S.M.I.G. FRANÇAIS

Les salaires soviétiques restent d'ailleurs lamentablement bas. Le bilan économique de 1968 nous apprend que le salaire mensuel moyen était de 112,5 roubles. Mais comme tout le monde, en U.R.S.S., est « salarié » (à l'exception des kolkhoziens), ce chiffre comprend aussi les membres de la nouvelle classe. Le salaire effectif, celui des salariés authentiques, peut être estimé à un peu moins de 80 roubles (1). Converti en francs, le salaire moyen officiel est donc de 620 fr., le salaire authentique (en éliminant la nouvelle classe) de 440 fr., au taux officiel de 1 rouble = 5 fr. 50.

Comparons le salaire soviétique moyen à notre S.M.I.G., qui est de 600 francs depuis juin 1968. Cette comparaison ne peut évidemment se faire que si l'on tient compte du pouvoir d'achat. Nous indiquons ci-dessous les prix de quelques denrées à Paris et à Moscou :

#### Prix (en francs)

	Paris	Moscou
Bœuf (le kilo) ..	18,00	11,00 (2 roubles)
Œufs (la douzaine)	3,36	8,25 (1 r. 50)
Sucre (le kilo) ..	1,30	5,72 (1 r. 04)
Lait (le litre) ....	0,85	1,54 (0 r. 28)
Beurre (le kilo) ..	11,60	18,15 (3 r. 30)
Pommes de terre (le kilo) .....	0,45	0,55 (0 r. 10)
Riz (le kilo) .....	2,40	11,00 (2 roubles)
Margarine (le kilo)	3,92	9,08 (1 r. 65)

Ces chiffres nous permettent de confronter le pouvoir d'achat du salaire soviétique moyen et de notre S.M.I.G. :

	Salaire soviét. authentique (a)	S.M.I.G. français (b)
Bœuf .....	40 kg.	33,3 kg.
Œufs .....	53 dz.	178 dz.
Sucre .....	77 kg.	462 kg.
Lait .....	286 l.	706 l.
Beurre .....	24,2 kg.	51,7 kg.
Pommes de ter.	800 kg.	1.333 kg.
Riz .....	40 kg.	250 kg.
Margarine ....	48 kg.	153 kg.

(a) Non compris la nouvelle classe : 440 fr.  
— (b) 600 fr.

(1) Pour la manière dont nous calculons ce chiffre, voir notre article dans *Est et Ouest*, n° 408, p. 23.

Sauf pour la viande de bœuf, le salaire soviétique moyen a un pouvoir d'achat de beaucoup inférieur à celui de notre S.M.I.G. Il va, selon les denrées, du sixième (sucre, riz) à la moitié (beurre, pommes de terre).

On pourrait évidemment, nous objecter que nous opérons avec un salaire soviétique arbitraire, puisque nous l'avons estimé nous-même. Prenons donc, pour répondre aux objections, le salaire soviétique officiel, celui indiqué par les statisticiens soviétiques et qui est artificiellement gonflé par les revenus de la nouvelle classe. Nous obtenons alors la comparaison suivante :

	Salaire soviét. officiel (a)	S.M.I.G. français (b)
Bœuf .....	56 kg.	33,3 kg.
Œufs .....	75 dz.	178 dz.
Sucre .....	108 kg.	462 kg.
Lait .....	402 l.	706 l.
Beurre .....	34,2 kg.	51,7 kg.
Pommes de ter.	1.127 kg.	1.333 kg.
Riz .....	56 kg.	250 kg.
Margarine ....	68 kg.	153 kg.

(a) Y compris la nouvelle classe : 620 fr. —  
(b) 600 fr.

Au cours officiel (1 rouble = 5 fr. 50), le salaire soviétique officiel est légèrement supérieur à notre S.M.I.G. (620 fr. contre 600 fr.). Mais comme pouvoir d'achat, il représente les pourcentages suivants de notre S.M.I.G. :

#### Mesuré en :

Bœuf .....	168 %
Œufs .....	42 %
Sucre .....	23 %
Lait .....	57 %
Beurre .....	66 %
Pommes de terre ....	84 %
Riz .....	22 %
Margarine .....	44 %

Répetons-le : nous comparons ici le *salaire-plancher français* au *salaire-plafond soviétique*, ou salaire officiel, lequel est artificiellement gonflé par des revenus qui n'ont rien à voir avec le salaire. La supériorité du pouvoir d'achat soviétique quant à la viande de bœuf pourrait surprendre. Mais ceux qui ont vécu en Russie n'en seront pas étonnés : pour le commun des mortels on n'y vend pas de bœuf, mais de la vulgaire « barbaque »...

LUCIEN LAURAT.

P. S. — *Le Monde* du 25 mars dernier (supplément économique, pp. I et III) publie un article de M. Bernard Féron résumant une étude des cahiers de l'I.S.E.A. sur le pouvoir d'achat des salaires soviétiques.

Cette étude détruit radicalement toutes les illusions que la propagande des communistes et de leurs « compagnons de route » a semées dans tant d'esprits occidentaux. Les chiffres dont elle fait état coïncident de manière pres-

que absolue avec ceux que nous avons calculés nous-mêmes et que notre Bulletin publie assez régulièrement. Pour ne citer que ce seul exemple : l'étude en question estime le salaire réel soviétique de 1950 à 60 % de ce qu'il était en 1913, sous le tsarisme ; c'est exactement le pourcentage que nous avons calculé nous-même dans notre numéro 46 (1<sup>er</sup>-15 mai 1951), p. 3. Elle estime le salaire réel de 1960 à 93 % de celui de 1913 ; nous avons calculé le même chiffre dans notre numéro 283 (16-31 juillet

1962), p. 23. Nous pourrions multiplier les exemples.

C'était l'époque où les Sauvy, Romeuf, Georges Boris, Duboin, Lauré et consorts annonçaient le « pain gratuit » pour demain et proclamaient que le niveau d'existence des salariés soviétiques était le même que celui des salariés français. Nous autres, « détracteurs systématiques », étions considérés comme des maniaques, et certains nous traitaient même de menteurs...

## Combats pour la liberté en U. R. S. S.

### I. - Le combat du général Grigorenko contre le despotisme

**S**'IL est un personnage dont on parle beaucoup aujourd'hui dans les milieux non-conformistes de Moscou, c'est incontestablement le général Pierre Grigorenko.

*Le début de sa bouillante activité dans les milieux de l'opposition ne date pas d'hier. Général de brigade, professeur de cybernétique à l'Académie militaire Frounzé, c'est-à-dire à l'Ecole supérieure de guerre soviétique, il eut le malheur, comme bien d'autres d'ailleurs, de ne pas goûter l'implantation progressive du culte de la personnalité de Khrouchtchev.*

*Rien ne saurait mieux décrire les épreuves traversées par cet homme à la volonté de fer que la déclaration adressée le 23 janvier 1968 par sa femme à Léonide Brejnev et au Procureur général de l'U.R.S.S. :*

« Au cours du procès Galanskov, Guinzbourg et autres, mon mari, Pierre Grigorenko, devait témoigner sur la demande de l'avocat Kaminskaya. Or, le juge Mironov, Président du Tribunal, repoussa cette requête en se référant à une attestation du dispensaire psychiatrique N° 1 du district Lénine, certifiant l'irresponsabilité mentale de Grigorenko.

« Cette attestation était un faux, car, par décision de la Commission de médecine du travail de décembre 1965, mon mari a été reconnu psychologiquement normal, fut rayé des listes et n'a plus jamais été convoqué. Un certificat prouvant son bon état de santé a d'ailleurs été présenté au tribunal.

« Se portant parfaitement, Pierre Grigorenko travaille comme contremaître à l'atelier de montage SU-2 et dirige des cours du Parti au titre de propagandiste. Ce cercle compte vingt personnes, dont 13 communistes et 7 sans-parti.

« Ainsi donc, d'une part mon mari dirige un cercle politique, mais d'autre part il est, paraît-il, mentalement malade. Est-ce une erreur ? Nullement, car il s'agit d'un abus durant depuis cinq ans.

« Le 1<sup>er</sup> février 1964, le général de brigade

Grigorenko, licencié es Sciences, fut arrêté sous l'inculpation d'activité anti-communiste. Toutefois, au lieu de procéder à une enquête sur son cas, on le dirigea sur l'Institut Serbsky où il fut déclaré irresponsable et envoyé en traitement forcé à l'hôpital de la prison de Léninegrad.

« Lorsque je voulus savoir quand mon mari avait perdu la raison, car je ne l'avais personnellement jamais remarqué, les juges d'instruction militaires, les lieutenants-colonels Kouznetzov et Kantorov, m'expliquèrent que ses points de vue politiques et la diffusion de ceux-ci en faisaient un individu socialement dangereux. Ils m'indiquèrent également que mon mari serait mis à la retraite, comme malade, et conserverait son grade et sa pension.

« Dans les milieux du parti, j'appris qu'il existait une directive d'exclure provisoirement les malades mentaux, quitte à les réintégrer après leur guérison. Qu'advint-il donc ensuite ?

« Par décision de Khrouchtchev du 29 août 1964, mon mari fut dégradé au rang de simple soldat et exclu du parti comme malade mental.

« Tous les malades hospitalisés avec mon mari, à l'exception de lui-même, touchaient leur pension de maladie. La loi était strictement observée à l'égard des assassins : c'est ainsi que le lieutenant-colonel Chevtchenko, qui tua sa propre fille, et le lieutenant-colonel Bourkovsky, qui abattit trois personnes à coups de revolver, furent mis à la retraite, mais conservèrent leur grade et leur pension.

« Le 29 avril 1965, mon mari quitta l'hôpital avec une invalidité de seconde catégorie. Toutefois, bien que muni de cette attestation et étant invalide de guerre, il ne put, dix mois durant, recevoir ni pension, ni travail. Il dut donc travailler comme débardeur.

« En décembre 1965, par décision de la Commission de médecine du travail du dispensaire N° 1 du district Lénine, mon mari fut reconnu sain d'esprit et rayé des listes. Toutefois, il ne fut pas réintégré au Parti et

son grade ne lui fut pas plus restitué que la pension qu'il avait pourtant méritée après un fidèle service de 34 ans dans l'armée. Plusieurs fois blessé, il ne peut toujours pas obtenir d'attestation qu'il est invalide de guerre... »

*Ajoutons à cela qu'à la suite des propos tenus devant le bâtiment du Tribunal de Moscou au cours du procès Guinzbourg, le général fut également licencié de son emploi de contremaître. Cela ne l'empêche pourtant pas de participer activement aux manifestations de protestation contre la politique du gouvernement à l'égard des Tatars de Crimée et des Allemands de la Volga, de condamner avec véhémence l'arbitraire du régime à l'occasion des funérailles de son ami, l'écrivain Alexis Kasterine et de se rendre, en juillet 1968, à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Moscou pour y témoigner de la sympathie des Russes à l'égard du peuple tchèque à la veille de l'agression soviétique.*

*Vers la fin de l'année 1968, une perquisition fut opérée dans la demeure de l'indomptable général. C'est précisément cette mesure, absolument illégale, qui fait l'objet du document suivant, publié en russe dans la revue Possev (janvier 1969) :*

#### **AU CAMARADE A. ROUDENKO** Procureur Général de l'U.R.S.S.

« Le 19 novembre 1968, une perquisition fut opérée dans mon appartement de 7 heures du matin à 7 heures du soir... »

1) L'opération fut effectuée sur mandat du conseiller de justice Berezovsky, juge d'instruction pour affaires exceptionnelles auprès du Procureur de la République de l'Ouzbékistan. Ce mandat, validé par le procureur Malkov, de la ville de Moscou, précisait qu'il avait été établi, au cours de l'enquête sur l'affaire Bariev, que des documents comportant des inventions outrageantes à l'égard du système d'Etat et du régime public pouvaient se trouver dans l'appartement de P. Grigorenko.

Il s'agit en fait d'une habituelle *provocation policière* à l'égard de personnes luttant contre l'arbitraire des autorités. Vous savez parfaitement que le 21 avril 1968, la police ousbèke, que l'on continue, nul ne sait pourquoi à appeler milice, attaqua dans le parc de la culture et du repos de Tchirtchik, des Tatars de Crimée fêtant paisiblement l'anniversaire de la naissance de V. Lénine, fondateur de l'Etat soviétique et promoteur de l'autonomie nationale des Tatars de Crimée. Des jets d'eau froide et d'émulsion de chlore furent dirigés sous grande pression contre des personnes qui ne se doutaient de rien et s'amusaient paisiblement, contre des jeunes en train de danser, des groupes chantant des chants nationaux et révolutionnaires et des artistes amateurs donnant des représentations. Ces jets renversaient les gens, endommageaient les vêtements, causaient des traumatismes psychiques. Ensuite, les matraques de la police se mirent en action. On escomptait que la foule indignée prendrait des mesures d'auto-

défense, ce qui pourrait servir plus tard à accuser certains de résistance aux autorités. Mais le peuple manifesta une étonnante maîtrise de soi et déjoua la provocation. Il entreprit une manifestation pacifique de protestation contre les vexations dont il faisait l'objet. Douze d'entre elles, dont la plupart jet. En réponse, plus de 300 personnes furent n'avaient pas participé aux réjouissances et furent appréhendées chez elles, furent plus tard jugées et condamnées pour « entraves à l'ordre public ».

« Aider Bariev, ouvrier tractoriste ayant réussi à esquiver l'arrestation, partit le jour même en avion pour Moscou et dès le 22 avril au matin le Parquet général de l'U.R.S.S. recevait son télégramme exposant en détails les événements de Tchirtchik... Bariev poursuivit son séjour à Moscou comme mandataire de ceux qui l'avaient envoyé, frappant en vain aux portes de votre administration et d'autres organisations publiques et institutions d'Etat. Cherchant à exploiter toutes les possibilités qui se présentaient, il tenta d'obtenir, avec d'autres représentants de son peuple, la punition des auteurs du pogrom de Tchirtchik et la cessation des poursuites illégales intentées contre les victimes. Vous n'avez aucunement réagi ni aux télégrammes et lettres personnelles de Bariev, ni aux appels de tous les représentants du peuple des Tatars de Crimée qui se trouvaient alors à Moscou. Ni vous, ni même aucun de vos adjoints n'avez jamais reçu ces représentants et n'avez tenté de tirer cette affaire au clair... Défenseur suprême de la légalité soviétique, vous n'avez pas été ému par le fait que des hommes étaient pourchassés tels des animaux sauvages dans les rues de votre capitale et évacués comme du bétail vers les odieux lieux d'exil administratif... »

« Dès qu'il fut remplacé par une autre personne à Moscou, Bariev revint à Tchirtchik où il fut arrêté. Pour justifier cette mesure, on invoqua les lettres personnelles et collectives adressées par des représentants du peuple des Tatars de Crimée à diverses administrations soviétiques, y compris le procureur général de l'U.R.S.S., les organisations publiques et certains représentants de l'opinion soviétique... »

« Je voudrais vous demander, en tant que défenseur suprême de la légalité soviétique, s'il est concevable d'engager des poursuites contre une personne qui vous a adressé une plainte dont vous n'avez pas trouvé le loisir d'examiner le bien-fondé ? »

« Pourriez-vous me dire également s'il était possible, même en faisant preuve de la plus haute fantaisie, de caractériser le massacre de Tchirtchik comme une perturbation de l'ordre public ? N'était-ce pas plutôt une brutale provocation policière dirigée contre le peuple des Tatars de Crimée pour créer un prétexte à de cruelles répressions, dirigées contre les justes aspirations de ce peuple à sa reconnaissance nationale ?... »

« Je pourrais en terminer là avec cette question, mais j'ai l'intention de vous dire que je ne comprends pas votre rôle ni dans

l'affaire de Tchirtchik, ni dans les procès des Tatars de Crimée qui se déroulèrent après le décret du Soviet Suprême du 5 septembre 1967 et dans ceux qui se préparent aujourd'hui. Leur illégalité et leur caractère parfois ouvertement provocateur sont à tel point manifestes que l'on s'étonne comment un juriste de classe internationale, qui tente d'inculquer au monde entier la manière de combattre les crimes contre l'humanité, ne puisse pas le comprendre !

« Mis à part Berezovsky, sept fonctionnaires du K.G.B. et trois témoins, également agents de la Sécurité de l'Etat, se présentèrent pour procéder à la perquisition. Ainsi, pour un Uzbek, qui appartenait, remarquez-le bien, au Parquet, il a fallu dix habitants de Moscou, sans compter tous ceux qui bloquaient la maison du côté de la rue. Tous faisaient partie du K.G.B. Les opérations étaient dirigées par un certain Vragov...

« Ainsi, la perquisition fut effectuée par les organes du K.G.B. qui se servirent du « cas Bariev » comme d'un prétexte, de même d'ailleurs que le juge d'instruction chargé de cette affaire. Cette perquisition met un point final à une nouvelle étape de mes rapports avec le K.G.B. La première s'acheva sur ma libération de la pire des prisons d'U.R.S.S., le prétendu hôpital psychiatrique, où le K.G.B. me « casa » pour sortir de l'impasse dans laquelle il s'était retrouvé par suite du caractère injustifié de mon arrestation et de l'impossibilité d'obtenir que je me repente. L'étape suivante commença deux ou trois mois plus tard, lorsque, sans aucun prétexte plausible, les organes du K.G.B. manifestèrent à nouveau de l'intérêt envers ma personne. Depuis ce temps là, c'est-à-dire depuis trois ans, je fais l'objet d'une surveillance incessante : moi-même, les membres de ma famille et ceux qui me rendent visite font l'objet d'une filature systématique. On surveille mon appartement à l'aide de dispositifs optiques et d'appareils spéciaux, mon téléphone est branché sur la table d'écoute, ma correspondance est examinée et certaines lettres sont confisquées. Par deux fois au cours de ces dernières années, des perquisitions officieuses ont été opérées dans mon appartement. J'ai exposé tous ces faits dans une lettre adressée à Y. Andropov, responsable du K.G.B., mais, comme il se doit dans notre pays, cette missive resta sans réponse. Seule la filature devint plus discrète. La perquisition est une inspection générale de mes « réserves », c'est un désir d'examiner ce que l'on n'a pas encore vu jusqu'à présent. Il est cependant probable que de nouvelles provocations se préparent à mon égard. Je n'ai nullement l'intention de les attendre passivement.

« Je suis communiste et, comme tel, je hais de toutes les fibres de mon âme les organes d'oppression et d'arbitraire à caractère de caste. L'organisation créée par Staline et appelée aujourd'hui K.G.B. près le Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. en est un. Je ne cache à personne la haine que j'éprouve à l'égard de cette organisation que je considère comme hostile au peuple et je lutterai par tous les

moyens dont je dispose pour sa liquidation la plus rapide. C'est la raison pour laquelle je refuse d'entretenir quelque contact que ce soit avec elle et je ne lui reconnais pas le droit d'intervenir dans ma vie privée et dans mon activité publique. Cette organisation parasitaire, dévorant des sommes d'argent colossales appartenant au peuple et causant un tort inestimable doit disparaître de notre société. Le plus tôt sera le mieux.

« Je sais depuis longtemps que les tribunaux et les organes du Parquet sont pratiquement subordonnés au K.G.B. S'il fallait encore des preuves, la perquisition qui vient d'être opérée chez moi en serait une, fort caractéristique. Les représentants du Parquet jouèrent à cette occasion la rôle de garçons de courses. Ils peuvent continuer à jouer ce rôle peu honorable, mais pas en ce qui me concerne. Par toute mon existence, par ma participation à la défense de ma Patrie, par le sang que j'ai versé pour elle, par mes convictions communistes j'ai acquis le droit de me sentir *co-proprétaire* de mon pays, membre, égal en droits, de la famille des peuples soviétiques. J'ai le droit de me déplacer librement, sans filature, sur ma terre natale, de défendre mes convictions et de disposer de tous les droits que mettent à ma disposition, comme citoyen de l'U.R.S.S. la Constitution soviétique et la déclaration des Droits de l'Homme. Et nul, d'autant moins une organisation telle que le K.G.B., n'a le droit de m'empêcher de disposer de tout ce qui vient d'être énuméré. Quant aux organes du Parquet, ils doivent accorder leur appui aux citoyens luttant pour leurs droits légaux et non aux organisations qui tentent de dépouiller les citoyens de ces droits.

« 3) Après tout ce qui vient d'être dit, il ne nous reste plus qu'à tirer au clair le but de la visite des représentants de la peu respectable organisation, ce qu'ils cherchaient chez moi, ce qu'ils combattent et s'approprient, semble-t-il, à combattre à l'avenir ? Essayons donc de comprendre en examinant ce qui m'a été confisqué.

« En fait, il a bien fallu confisquer des documents n'ayant rien de commun avec les « inventions outrageantes ». En d'autres termes, ce que l'on a saisi ne figurait nullement sur l'ordre de perquisition. On confisqua tous les documents dactylographiés et manuscrits qui se trouvaient en ma possession, ainsi que mes lettres et mes notes personnelles. Il n'y avait là rien de diffamatoire ni, par suite, d'antisoviétique. Il s'agissait en fait de documents antistaliniens et de prises de position publiques contre les transgressions des lois soviétiques par les autorités, contre l'arbitraire de la justice, ainsi que contre la discrimination et les génocides perpétrés aujourd'hui à l'égard des Tatars de Crimée, des Allemands de la Volga et de certaines autres petites nations.

« Voici ce qui m'a été saisi :

— Des lettres individuelles et collectives que m'avaient adressées des Tatars de Crimée et qui représentent un véritable cri du cœur

d'un peuple martyrisé, ainsi que des documents relatifs au mouvement populaire des Allemands de la Volga en lutte pour le rétablissement de leur égalité nationale.

— Des copies de mes lettres au Politburo du Comité Central, touchant aussi bien les actes arbitraires commis à mon propre égard (exclusion illégale du Parti, dégradation du rang de général à celui de simple soldat, privation de pension), que celles dénonçant l'arbitraire de la justice et la falsification de l'histoire au profit du néo-stalinisme.

— Un manuscrit de la brochure de l'académicien Sakharov et mes propres considérations à ce propos.

— Les œuvres complètes d'Alexis Kasterine, infatigable combattant contre le stalinisme, écrivain bolchevique, participant au mouvement révolutionnaire de 1912, membre du parti bolchévique depuis 1916, ayant passé trois ans dans les prisons tsaristes et 17 ans dans les geôles stalinienne et les camps de la mort de Kolyma.

— Un manuscrit comportant une liste et une analyse de tous les faits dont j'ai eu connaissance et qui prouvent que le Plenum du Comité central d'octobre 1964 a pris la ferme décision de faire renaître discrètement le stalinisme.

— Les sténographies des procès publics (officiellement il s'agissait de procès de droit commun, mais en réalité tous ces procès étaient politiques) des Tatars de Crimée ayant participé au mouvement pour l'égalité nationale et de personnes osant penser librement à Moscou (procès Siniavsky-Daniel, Khaoustov, Bourovsky, Galanskov, Guinzbourg et autres).

— Les données biographiques des personnes condamnées pour leur participation à la manifestation sur la Place Rouge contre l'intervention des armées soviétiques en Tchécoslovaquie et contre le sang versé par les militaires soviétiques et les citoyens tchèques.

— Un manuscrit du mémoire de l'académicien Varga « La voie russe vers le socialisme ».

— Une copie de la lettre adressée par un groupe d'intellectuels soviétiques (Artzimovitch, Kapitsa, Kataev, Leontovitch, Plissetskaya, Sakharov, Tchoukovsky, etc.) au XXIII<sup>e</sup> Congrès du Parti pour exprimer leur inquiétude devant la renaissance des tendances stalinienne.

— Une copie de la lettre de 23 fils de communistes sauvagement massacrés par Staline (Yakir, Petrovsky, Antonov-Ovseenko, Berzine, Enoukidze, Boukharine, Vavilov, Piatnitsky, etc.) et qui exprimaient également leurs appréhensions devant la renaissance du stalinisme et la tendance à oublier les crimes commis par Staline et ses acolytes. La missive rappelait aussi la décision du XXIII<sup>e</sup> Congrès du Parti d'élever un monument à la mémoire des victimes du stalinisme.

— Des traductions d'articles de journaux tchèques « 2.000 mots... », déclaration de Smrkovski à la radio tchèque, etc).

— La liste des personnes livrées à des

poursuites administratives ou dans les cadres du Parti pour avoir signé divers documents protestant contre les enfreintes aux lois soviétiques et aux plus élémentaires droits de l'homme par les tribunaux, par le Parquet et le K.G.B.

— Le texte dactylographié des « Pactes de droits » non édités en U.R.S.S. (« Pacte des droits économiques et sociaux » et « Pacte des droits politiques » avec protocole facultatif, adoptés, il y a deux ans, par l'Assemblée générale des Nations Unies).

— Le texte de tous les discours prononcés aux funérailles de l'écrivain A. Kasterine.

« Parmi les œuvres littéraires saisies figuraient le « Requiem » d'Anna Akhmatova en mémoire de tous ceux qui furent suppliciés avec son fils unique dans les geôles stalinienne, une série d'œuvres de Marina Tsvetaeva, inédites en U.R.S.S., le poème de N. Korjavine « Tanka » qui est une œuvre déchirante sur l'influence dépravante du stalinisme, un manuscrit du livre de A. Martchenko « Mon témoignage », un texte dactylographié de l'œuvre de Hemingway « Pour qui sonne le glas ».

« Cette liste permet de se faire une idée suffisamment nette du principe qui a présidé aux saisies. Je ne pense pas ajouter grand chose en indiquant que l'on me confisqua également tout ce que j'avais écrit, même des bouts de papier ne portant qu'un seul mot tracé de ma main. C'est ainsi que je viens d'être privé de mon œuvre scientifique, de ma correspondance privée, des brouillons de divers documents dont certains furent diffusés, alors que d'autres ne quittèrent pas ma table de travail...

« Sans avoir même fait une liste de la moitié de ce qui m'a été confisqué, on fourra le reste dans un sac que l'on scella en y apposant les lettres K.G.B. 14. Sac et cachets furent ensuite emportés. Jugez vous-même dans quelle mesure peut être garantie l'inviolabilité du contenu...

4) En conclusion, cela m'intéresserait de tenter, avec votre aide, de répondre à la question : quel était donc le but de cette opération ?

« Était-ce une simple manœuvre d'intimidation ? Cela paraît douteux, car nous nous connaissons trop bien avec le K.G.B. pour que l'un d'entre nous puisse compter sur un pareil résultat.

« Peut-être alors était-ce le désir de découvrir un prétexte pour ouvrir une « affaire » et m'envoyer quelque part d'où ma voix ne pourrait plus se faire entendre ? C'est possible, mais absurde. Se lancer dans un procès fondé sur des faux constitue aujourd'hui une entreprise trop risquée. Quant à escompter que je me lance réellement dans des actions criminelles... Non, le K.G.B. me connaît trop bien pour faire un pareil calcul. Moi non plus je n'ai jamais misé sur la bêtise de l'adversaire.

« Par conséquent, il ne reste plus qu'une seule supposition : on a voulu contrôler mon activité et, simultanément, freiner mon tra-



vail en me privant de ma documentation et de mes « moyens de production ». On pourrait trouver une confirmation de cette dernière supposition dans le fait que l'on me confisqua mes deux machines à écrire (une portative et une machine de bureau) sans que l'ordre en figurât nulle part.

« Pire que cela, dans les conditions actuelles, la saisie d'une machine à écrire constitue un acte d'arbitraire intolérable. Jugez vous-même. Lorsqu'on a besoin d'un exemplaire d'écriture, l'opération de prélèvement ne demande pas plus de quelques minutes. En outre, le propriétaire de la machine doit être présent au moment du prélèvement. Pourquoi donc m'a-t-on confisqué mes machines ? Dans le meilleur des cas, pour me priver de la possibilité de m'en servir. Quant au pire des cas que l'on pourrait envisager, je vais vous l'expliquer si vous ne le saviez pas encore : pour confectionner des faux compromettant le propriétaire de la machine... L'avenir montrera ce qu'il adviendra de tout cela. Quoi qu'il en soit, je n'ai pas l'intention d'attendre passivement ce qui peut se passer. Aussi, suis-je décidé à exiger réparation de toutes les enfreintes aux lois commises à mon égard.

« J'exige donc :

1) la restitution immédiate de tous les documents qui m'ont été confisqués et des deux machines à écrire ;

2) la cessation des actes illégaux qui sont commis à mon égard et à celui de ma famille : filature, surveillance permanente de mon appartement à l'aide de dispositifs optiques et d'appareils spéciaux, écoute de ce qui se passe dans mon logement et branchement de mon téléphone sur la table d'écoute, censure et prélèvement des lettres.

« Je suppose que votre autorité suffit (du point de vue strictement légal, bien entendu) pour obliger ceux que cela concerne à exécuter mes exigences. C'est dans cet espoir que j'attendrai votre réponse.

« J'espère que vous apprécierez le fait que pendant quinze jours je me suis abstenu de déposer des plaintes, donnant ainsi aux « perquisitionneurs » le temps d'examiner leur butin. Espérant que vous en tiendrez compte, j'attends votre réponse dans un délai de 15 jours fixé par le Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S.

4 décembre 1968.

P. GRIGORENKO.

*Faut-il ajouter que cette missive n'eut pas plus de résultat que les précédentes ? Mais le courageux général reste toujours en liberté.*

A. SLAVINSKY.

P.S. — Il convient d'ajouter que, depuis que cet article a été écrit, le général Grigorenko a donné deux nouvelles preuves de son courage :

Ainsi qu'on le verra par l'article qui suit, il a demandé à être jugé en même temps que les

Tatars de Crimée poursuivis pour avoir manifesté en faveur du retour dans leur pays d'origine.

D'autre part, Anatole Shub, correspondant du *Herald Tribune* à Moscou, annonçait le 6 mars dernier que le général Grigorenko et l'ancien président de kolkhoz, Ivan Iakhimovitch distribuaient à Moscou un appel dactylographié invitant les Soviétiques, « sans rien faire de hâtif ou d'irréfléchi, à obtenir par des moyens légaux le retrait des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie et la renonciation à l'ingérence dans les affaires intérieures de ce pays ».

C'est après avoir appris le dernier « suicide par le feu » qui a eu lieu à Prague le 21 février, que les deux courageux citoyens russes ont lancé leur appel :

« Cette protestation qui a pris une forme si effroyable était dirigée contre nous, Soviétiques. C'est la présence non sollicitée et injustifiée de nos troupes qui provoque une telle colère et un tel désespoir chez les Tchécoslovaques. Ce n'est pas par hasard que Jan Palach (premier à se faire brûler le 16 janvier) a bouleversé tout le peuple tchécoslovaque.

« Nous portons tous le poids de la responsabilité de son sort. De même que du sort des autres frères tchécoslovaques qui se sont suicidés. Par notre soutien, notre approbation de l'intervention militaire ou simplement par notre silence, nous rendons possible que des torches vivantes continuent à brûler sur les places de Prague et d'autres villes.

« Les Tchèques et les Slovaques nous ont toujours considérés comme leurs frères. Comment pouvons-nous laisser le mot soviétique devenir pour eux synonyme du mot ennemi?... La grandeur d'un pays réside non dans la puissance de ses armées déclenchée contre un petit peuple épris de liberté, mais dans sa force morale. Nous ne continuerons pas à voir en silence nos frères périr.

« Il est maintenant clair que la présence de nos troupes sur le territoire de la République socialiste tchèque ne répond ni aux intérêts de la défense de notre pays ni aux intérêts des pays de la communauté socialiste.

« N'avons-nous pas assez de courage pour reconnaître qu'une erreur tragique a été commise et faire tout ce que nous pouvons pour la rectifier ? C'est notre droit et notre devoir ! »

Après avoir appelé les citoyens soviétiques à réclamer légalement le retrait des forces d'occupation, le général Grigorenko et I. Iakhimovitch concluent que « c'est de cette manière seulement que peut être rétablie l'amitié entre nos peuples ».

Tous les renseignements contenus dans EST et OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. Toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin.

## II. - Procès contre les Tatars qui veulent rentrer en Crimée

**D'**ICI quelques semaines ou quelques jours, (on n'en connaît pas exactement la date, et il n'est pas impossible qu'ils aient eu lieu quand ces lignes paraîtront) deux procès vont se dérouler en U.R.S.S., l'un à Tachkent, l'autre à Simféropol, dont les accusés, — dix dans le premier, un dans le second — sont poursuivis pour avoir manifesté en faveur du retour des Tatars, leur peuple, en Crimée dont ils ont été expulsés en 1944 sur l'ordre de Staline.

Les prévenus sont,

au procès de Tachkent :

1. Rollan Kadyev, physicien de Samarkand, né en 1940. Arrêté le 12 octobre 1968.

2. Izzek Khairov, ingénieur physicien, né en 1938. Arrêté le 13 septembre 1968.

3. Rissa Oulifov, ouvrier du bâtiment, né en 1920. Participa à la seconde guerre mondiale. Arrêté le 27 septembre 1968.

4. Aïdor Bariev, mécanicien, tractoriste de la ville de Tchirtchik. Né en 1943. Arrêté le 15 septembre 1968.

5. Svétlana Ametova, infirmière, née en 1943. Arrêtée le 14 septembre 1968.

6. Mouniré Khalilova, infirmière, née en 1946. Arrêtée le 14 septembre 1968.

7. Réchak Baïramov, monteur-électricien de Mélitopol; né en 1941. Arrêté le 22 septembre 1968.

8. Ismaïl Yazydjigiev, pédagogue de la ville de Bouloungour, licencié de son emploi pour des motifs idéologiques. Travailla ensuite en qualité de maçon. Arrêté au mois de septembre 1968, il fut relâché au bout de 3 jours par suite d'une grève de protestation déclenchée par les ouvriers de son usine. Arrêté secrètement une seconde fois le 27 décembre, à Samarkand.

9. Redvan Gabarov, monteur-électricien, invalide de la seconde guerre mondiale, né en 1915, arrêté le 13 septembre 1968.

10. Rouslan Eminov, ingénieur du génie civil de Samarkand, né en 1941. Il n'a pas été appréhendé, mais a dû signer une promesse de ne pas quitter la ville.

au procès de Simféropol :

11. Homère Baev, arrêté le 29 août 1968 à Novorossisk.

Quels sont les actes qui leur sont reprochés ? On ne le sait au juste, mais il existe incontestablement un lien entre ces procès et les manifestations dont les documents que nous publions plus loin ont révélé l'existence.

Le 17 mars 1968, les Tatars de Crimée habitant Moscou organisaient une soirée pour fêter le soixante douzième anniversaire d'un écrivain soviétique, connu pour avoir pris la défense des Tatars, Alexis Kostérine. Malade, l'écrivain ne put assister à la fête. Il s'y fit représenter par sa femme, Vera Kostérine et par le vaillant Pierre Grigorenko, général en retraite dont le courage fait l'admiration de tous ceux qui espèrent

voir renaître les libertés russes sur les ruines du despotisme soviétique. Grigorenko, ainsi qu'on le verra, conseilla aux Tatars de ne plus se borner à demander qu'on leur rende justice, mais à exiger cette justice.

Il semble que son discours, dont on trouvera plus loin la traduction, figure parmi les pièces à conviction. Grigorenko aurait d'ailleurs déclaré qu'il se rendrait à Tachkent pour le procès et qu'il demanderait à être jugé comme auteur de ce document.

Le 21 avril 1968, à Tchirtchik, un des lieux où les Tatars de Crimée ont été déportés, un certain nombre de ceux-ci se livrèrent à une manifestation fort légale, au moins dans sa forme. Ils entendaient célébrer l'anniversaire de la naissance de Lénine, en qui ils voulaient voir le fondateur de leur République autonome, supprimée par Staline et non rétablie depuis. Les autorités ne se trompèrent pas sur l'esprit qui animait les organisateurs de cette manifestation et elles envoyèrent la troupe et la milice pour disperser les manifestants.

Cette répression provoqua la protestation d'un certain nombre de Tatars de Crimée habitant Moscou qui adressèrent une lettre ouverte au Comité central du P.C.U.S. C'est le second des documents que nous publions plus loin.

D'autres faits parvenus à notre connaissance montrent la continuité et l'étendue de ce mouvement.

Du 21 au 29 mai 1968, a eu lieu à Tachkent un procès à huis clos dont les prévenus étaient quatre jeunes savants tatars, coupables d'avoir fait de la propagande pour le retour de leur peuple en Crimée. Il s'agissait de :

Youri Osman, docteur en physique, mathématique et physique atomique, qui travaillait au centre atomique de Dubno, près de Moscou, où il semble qu'il occupait déjà un poste important. Interrogé trois jours à Moscou, il avait été transféré ensuite à Tachkent ; il fut condamné à trois ans de travaux forcés ;

Enver Osman, assistant, condamné à deux ans de travaux forcés ;

Memet Sedament, ingénieur électricien, un an de travaux forcés ;

Memet Sabri, assistant lui aussi, libéré, mais soumis à des mesures administratives.

Les prisonniers se trouveraient actuellement dans des mines d'uranium de la région de Boukara.

Le 5 septembre 1967, le gouvernement soviétique a promulgué une loi en vertu de laquelle le retour en Crimée sera accordé aux Tatars qui en feront la demande. Aussitôt, des milliers de Tatars ont demandé à être rapatriés. Aucune demande n'a été acceptée.

Pour protester contre la non application de ce décret, 800 Tatars se sont réunis à Moscou (suivant peut-être en cela les conseils donnés par

Grigorenko dans son discours). Ils ont été arrêtés par la police les 16, 17 et 18 mai 1968, et déportés.

\*\*\*

Dans son fameux rapport secret au XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S., Khrouchtchev dénonçait de la sorte les crimes commis par Staline contre des peuples entiers de l'Union soviétique.

Il s'exprimait ainsi :

« L'Union soviétique est à juste titre considérée comme un modèle d'Etat multinational parce que nous avons, dans la pratique, assuré l'égalité des droits et l'amitié de toutes les nations qui vivent dans notre vaste patrie.

« Cela ne fait que rendre plus monstrueux les actes dont Staline fut l'inspirateur et qui constituent des violations brutales des principes léninistes fondamentaux de la politique des nationalités de l'Etat soviétique. Nous voulons parler des déportations massives de peuples entiers, y compris tous les communistes et kom-somols sans exception. Ces mesures de déportation n'étaient justifiées par aucune considération militaire.

« Ainsi, dès la fin de 1943, quand se produisit une brèche sur tous les fronts de la grande guerre patriotique au bénéfice de l'Union soviétique, la décision fut prise et exécutée de déporter tous les Karatchais des terres sur lesquelles ils vivaient. A la même époque, fin décembre 1943, le même sort advint à toute la population de la république autonome des Kalmouks. En mars 1944, tous les Tchetchènes et tous les Ingouches ont été déportés et la république autonome Tchetchène-Ingouche liquidée. En avril 1944, tous les Balkars ont été déportés dans des endroits très éloignés du territoire de la république autonome Kabardo-Balkare et la république elle-même fut rebaptisée république autonome kabarde. Les Ukrainiens n'évitèrent ce sort que parce qu'ils étaient très nombreux et qu'il n'y avait pas d'endroit où les déporter, sans cela, ils auraient été déportés eux aussi » (1).

Ce qu'il y avait de remarquable dans ces aveux, c'est d'abord et surtout qu'ils aient été faits. C'est aussi que l'énumération n'était pas complète et que Khrouchtchev avait omis deux autres « génocides » staliniens. Les Allemands de la Volga, constitués en république autonome (500.000 habitants) ont été déportés collectivement dès l'attaque allemande (Oukase du 28

(1) Les Karatchais, petit peuple turc de religion musulmane dans le Caucase Occidental, conquis au XIX<sup>e</sup> siècle par les Russes qui le refoulèrent dans la montagne, formaient une région autonome (75.000 habitants) : la plus grande partie de son territoire fut rattachée à la Géorgie.

Les Kalmouks, peuple mongol de religion bouddhiste installé au nord-ouest de la Caspienne depuis le début du XVII<sup>e</sup> siècle, formaient une république socialiste soviétique autonome de 190.000 habitants, sur un territoire de 74.000 kilomètres carrés, qui fut rattachée à la province d'Astrakan. La capitale, Elista, devint la colonie russe de Stepnoé.

Les Tchetchènes-Ingouches, peuples musulmans du Caucase Central d'environ 500.000 individus (407.000 Tchetchènes et 92.000 Ingouches, d'après le recensement de 1939), occupaient un territoire de 75.000 kilomètres carrés. (Sur l'histoire de leur république et leur déportation, voir Ouralof : « La suppression de deux peuples musulmans », in B.E.I.P.I., n° 94, 16-30 septembre 1953).

Les Balkars, peuple musulman de 42.000 habitants.

août 1941). Et les Tatars de Crimée, groupés en une république autonome (300.000 habitants), furent déportés en Sibérie et leur république rayée de la carte en 1944.

Ce sont ces Tatars et leurs descendants qui font parler d'eux aujourd'hui.

\*\*\*

Il existe ou il existait deux républiques autonomes des Tatars : la république socialiste soviétique autonome de Tatarie, membre de la R.S.F.S.R., qui groupe les Tatars de Kazan ou de la Volga, et qui existe toujours, et la république socialiste soviétique autonome de Crimée, celle dont il est question ici, elle aussi membre de la R.S.F.S.R., et qui passait pour une république tatare, bien que l'élément tatar y fut déjà en minorité lors de sa constitution en république autonome.

Annexée à la Russie par Catherine II en 1793, la Crimée se vida dès cette date d'une grande partie de sa population tatare au profit des colons russes, soit que les Tatars aient choisi l'exil (vers la Turquie) soit qu'ils aient été transférés dans d'autres parties de l'empire russe, en application d'une politique chère aux tsars. Vers 1920, les Tatars ne formaient plus guère que le quart de la population de la Crimée.

Lénine décida cependant de faire de la Crimée une république autonome (l'oukase est du 13 octobre 1921), vraisemblablement parce qu'il tenait compte du grand prestige dont jouissaient les Tatars de Crimée dans le monde turc et musulman. Les Turcs de l'U.R.S.S. trouveraient là un élément de satisfaction, et, d'autre part, l'existence d'une république autonome tatare de Crimée faciliterait la propagande soviétique au-delà des frontières, partout où il y avait des Tatars, notamment en Turquie.

En 1944, comme il est dit plus haut, Staline ordonna la déportation des Tatars de Crimée, sous prétexte que des Tatars s'étaient engagés dans l'armée allemande, que d'autres avaient organisé des équipes de saboteurs pour combattre les armées soviétiques à l'arrière du front et que la masse de la population tatare de Crimée ne s'était pas opposée à l'action de ces traitres (déclaration de Bakhmourov, secrétaire du Soviet de la R.S.F.S.R. le 25 juin 1946, résumée par Walter Kolarz : *La Russie et ses colonies*, Paris, 1954, p. 114).

Il semble que la plupart des Tatars de Crimée aient été déportés dans les régions de l'ancien Turkestan russe, notamment en Ouzbékistan.

D'après le dernier recensement soviétique (janvier 1959), dont une seconde série de résultats a été publiée le 4 février 1960, les Tatars constituaient, de par le nombre, la cinquième nationalité de l'U.R.S.S. (après les Russes, les Ukrainiens, les Biélorusses et les Ouzbeks). Ils étaient 4.969.000 en 1959 contre 4.300.000 en 1939 (92,1 % d'entre eux en 1959 considéraient comme leur langue maternelle celle de leur nationalité). Entre ces deux dates, leur nombre s'était accru de 15,5 % contre 15 % les Russes, 32 % les Ukrainiens, 49 % les Biélorusses et 24 % les Ouzbeks.

En 1959, on trouvait 4.077.000 Tatars dans la R.S.F.S.R., 192.000 en Kazakstan, 445.000 en Ouzbékistan, 56.000 en Kirghizie, 57.000 en l'adji-

kistan et 30.000 en Turkménie. Il n'était pas fourni d'indications sur la place occupée par les Tatars dans ces différentes républiques en 1939.



## I. — HOMMAGE DE P. GRIGORENKO A ALEXIS KOSTERINE DÉFENSEURS DES TATARS

Chers camarades !

Mon meilleur ami, Alexey Evgrafovitch Kosterine qui, comme vous le savez, se trouve aujourd'hui à l'hôpital avec un grave infarctus, a confié à sa femme Vera Ivanovna et à moi-même la mission de le représenter à la soirée d'aujourd'hui. C'est un grand honneur pour moi. Je suis particulièrement touché par le fait qu'il m'ait confié d'exprimer nos points de vue communs sur le problème de la lutte des Tatars de Crimée pour leur autonomie nationale.

Alexey Evgrafovitch, qui est né et a grandi dans le nord du Caucase aux multiples nationalités, a pu observer dès son enfance la cruelle oppression des petits peuples, les discordes et les haines nationales attisées par les oppresseurs, ainsi qu'un chauvinisme odieux. Souffrant cruellement du fait que son propre peuple joue le rôle d'opresseur, Kosterine, en tant que patriote russe, décida de se consacrer à la lutte pour l'égalité nationale et l'amitié entre les peuples. De toute sa vie il n'a jamais trahi ce serment de jeunesse.

Les trois années qu'il passa dans les prisons tsaristes ne purent cependant briser sa volonté révolutionnaire, elles contribuèrent, au contraire, à la tremper...

Une seule fois on n'entendit pas les protestations de l'écrivain Kosterine. Ce fut au moment de l'expulsion brutale, hors de leurs terres natales, des Allemands de la Volga, des Kalmouks, des petits peuples du Caucase septentrional, de votre peuple : les Tatars de Crimée. Et s'il s'était tu, c'est qu'il n'avait aucune possibilité de s'exprimer. Il se trouvait lui-même à cette époque derrière les barbelés des camps de Béria et de Staline.

Pourtant, 17 ans de cauchemar concentrationnaire ne le brisèrent pas. Dès qu'il fut en liberté, il éleva la voix avec courage et fermeté en faveur des « faibles et des oubliés »...

Permettez-moi maintenant d'exprimer brièvement les points de vue de Kosterine et les miens sur les problèmes actuels de notre mouvement.

Il y aura bientôt un quart de siècle que votre peuple fut expulsé de ses foyers, de ses terres ancestrales et parqué dans des réserves où les conditions étaient telles que la disparition de tout le peuple des Tatars de Crimée semblait inévitable. Mais, résistant et laborieux, il surmonta toutes les épreuves et survécut à la plus grande fureur de ses ennemis. Après avoir été réduit de 46 %, il recommença, peu à peu, à reprendre des forces et à combattre pour ses droits nationaux et humains.

Cette lutte aboutit à quelques succès : le-

vée du statut d'exilés et réhabilitation politique du peuple. Certes, cette dernière mesure fut prise avec des réserves réduisant considérablement la portée du geste et, surtout, on la réalisa en catimini. Les grandes masses du peuple soviétique auxquelles on avait à l'époque déclaré que les Tatars avaient vendu la Crimée, ne purent apprendre que cette « vente » était une pure invention. Mais ce qui est plus grave, c'est que l'oukaze sur la réhabilitation politique légalise simultanément la liquidation des Tatars de Crimée en tant que nation. A l'en croire, il n'existe plus de Tatars de Crimée, mais seulement des « Tatars ayant autrefois habité en Crimée ».

Ce seul fait peut démontrer d'une façon concluante que non seulement votre lutte n'a pas atteint les buts fixés, mais elle a même provoqué, en un certain sens, un mouvement de recul. C'est en qualité de Tatars de Crimée que vous avez été persécutés, mais, après la « réhabilitation politique », il s'est avéré que cette nation n'existait pas. Elle a disparu, mais la discrimination est restée. Vous n'avez pas commis les crimes pour lesquels vous avez été exilés de Crimée, mais vous n'avez pas le droit d'y retourner.

Pour quelle raison votre peuple est-il placé sur un tel pied d'inégalité ? L'article 123 de la Constitution de l'U.R.S.S. affirme : « Toute limitation directe ou indirecte des droits... des citoyens découlant de leur appartenance raciale ou nationale... est punie par la loi ».

Ainsi, *la loi est de votre côté*. (Applaudissements prolongés). Pourtant, vos droits sont lésés. Pourquoi ?

Nous croyons que la raison essentielle réside dans le fait que vous sous-estimez votre ennemi. Vous croyez n'avoir affaire qu'à des honnêtes gens. Or, il n'en est pas ainsi. Staline ne fut pas le seul à commettre ce qui a été fait avec votre peuple. Ses complices ne sont pas seulement vivants, mais ils occupent encore des postes de responsabilité. Ils craignent que si l'on vous rend ce dont vous avez été illégalement privés, ils devront tôt ou tard répondre de leur participation aux actes arbitraires. (Applaudissements vigoureux). C'est la raison pour laquelle ils entreprennent tout ce qui est en leur pouvoir pour que votre lutte n'aboutisse pas à un succès.

Si les choses restaient telles qu'elles sont, on pourrait croire qu'il n'y a jamais eu d'illégalités dans le passé.

Or, vous avez choisi une tactique qui les aide à obtenir cela. Vous adressez à la direction du parti d'humbles suppliques qui passent par les mains de ceux qui sont hostiles à votre égalité nationale. Mais étant donné que les seules revendications formulées ne sont pas inconditionnellement garanties, votre requête est présentée à ceux dont dépend la solution comme quelque chose de douteux, de contestable. Votre affaire s'entoure d'appréciations n'ayant aucun rapport avec elle. Par exemple : « Il n'existe pas, en Crimée, de places disponibles pour l'établissement des Tatars ». « Si les Tatars partent, il ne restera plus personne pour travailler en Asie Centra-

le ». « Les Tatars de Crimée se sont déjà habitués à leurs nouveaux lieux de résidence. En outre, ils ne constituent pas une nation autonome. C'est pourquoi ceux d'entre eux qui désirent habiter une république tatare n'ont qu'à aller en République Autonome des Tatars ». « La migration exigerait des sommes considérables », etc.

Tous ces prétextes, ainsi qu'une infinité d'autres, avancés par les ennemis de votre renaissance nationale, ne valent pas un liard. Mais étant donné que vous *demandez* et que contre vos demandes on élève des objections « de poids », l'affaire ne progresse pas ou progresse même en sens inverse. Pour en finir avec cette situation anormale, vous devez comprendre une bonne fois pour toutes que *ce qui vous revient de plein droit ne se demande pas, mais s'exige!* (Applaudissements enthousiastes. Exclamations : « C'est juste ! »).

Commencez à exiger ! Et n'exigez pas seulement une partie, un morceau, exigez tout ce dont vous avez été illégalement lésés, c'est-à-dire le rétablissement de la République Autonome Soviétique Socialiste de Crimée. (Applaudissements chaleureux).

Ne limitez pas vos revendications à l'envoi de pétitions. Recourez à tous les moyens mis à votre disposition par la Constitution : liberté de parole et de presse, de réunions et de meetings, de manifestations de rue et de démonstrations.

Un journal est édité pour vous à Tachkent. Mais ceux qui le rédigent ne soutiennent pas votre mouvement. Expropriez-les et choisissez votre propre rédaction. Si l'on vous en empêche, boycottez ce journal et créez-en un autre, le vôtre. Un mouvement ne peut se développer normalement sans organe de presse.

Dans votre lutte ne vous enfermez pas dans une étroite coquille nationale. Etablissez des contacts avec tous les gens progressistes des autres nations d'Union Soviétique et, avant tout, avec les nations au sein desquelles vous vivez, avec les Russes et les Ukrainiens. Ces nations ont fait et font toujours l'objet d'humiliations comme votre propre peuple.

Ne considérez pas votre cas comme une affaire intérieure. Demandez l'appui de l'opinion publique mondiale et des organisations internationales. Ce que l'on a fait avec votre peuple, en 1944, porte un nom précis. C'est un « génocide » caractérisé, « un des crimes les plus graves contre l'humanité ». (Grande Encyclopédie Soviétique, Tome 10, page 441).

La convention adoptée par l'Assemblée Générale de l'O.N.U. du 9 décembre 1948 considère comme génocide : « ...des actes commis avec l'intention d'anéantir entièrement ou partiellement tout groupe national, ethnique, racial ou religieux... » par les moyens les plus divers et en particulier, par la création délibérée « de conditions d'existence telles qu'elles entraînent sa destruction totale ou partielle » (d°). Au point de vue du droit international, le « génocide » constitue un crime que condamne tout le monde civilisé et dont les auteurs, ainsi que leurs complices, doivent être punis »... (Vifs applaudissements). Si vous

n'arrivez pas à résoudre le problème dans le cadre du pays, vous êtes en droit de vous adresser à l'O.N.U. et au Tribunal international.

Cessez de quémander ! Recouvrez ce qui vous a été illégalement arraché ! (Applaudissements chaleureux). (Tous se lèvent d'un bond et scandent : « Crimée - A.S.S.R. ! Crimée - A.S.S.R. ! » — A.S.S.R. = République Autonome Socialiste Soviétique — N. d. T.). Souvenez-vous que dans cette juste et noble lutte, il ne faut surtout pas laisser l'ennemi arracher impunément des combattants qui marchent au premier rang de votre mouvement.

Il y a déjà eu, en Asie Centrale, une série de procès au cours desquels des combattants pour l'égalité des Tatars de Crimée furent condamnés illégalement, sur de fausses accusations. Actuellement se prépare à Tachkent un autre de ces procès contre Enver Memedov, Youri et Sabri Osmanov et d'autres.

Ne tolérez pas de justice sommaire avec eux, exigez un procès public. Venez en masse à ce procès et ne tolérez pas que la salle soit remplie par un public spécialement choisi...

Vive notre rencontre en Crimée, chers amis, sur le territoire de la République Autonome Soviétique Socialiste de Crimée reconstituée et ressuscitée ! ».

★★

## II. - PROTESTATION DES TATARS DE CRIMÉE A MOSCOU

Au Politbureau du Comité central  
Au Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S.  
Au Procureur Général de l'U.R.S.S.

Les représentants à Moscou du peuple des Tatars de Crimée ont eu connaissance des tragiques événements qui se sont déroulés le 21 avril 1968 dans la ville de Tchirtchik.

Ce jour-là, les Tatars de Crimée voulaient fêter solennellement l'anniversaire de la naissance de Lénine qui est d'autant plus cher à notre peuple qu'il fut à l'origine de la création de la République socialiste Soviétique Autonome des Tatars. Ce fut avec cette intention que les Tatars de Crimée, habitant la ville de Tchirtchik, décidèrent d'organiser une grande fête populaire et en avertirent le Comité urbain du parti. Mais le secrétaire du Comité, F. Yakoubov, s'éleva catégoriquement contre ce projet. Il déclara à nos représentants qu'il n'autorisait sous aucune forme les Tatars de Crimée à marquer l'anniversaire de Lénine. « Si vous vous rassemblez pour une kermesse, déclara-t-il, nous ferons contre vous usage de la force ». Le major-général Charaliev, appartenant aux organes du Ministère de l'Intérieur, qui assistait à cet entretien, téléphona à Tachkent et donna ostensiblement l'ordre suivant : « Concentrez les troupes autour de la ville de Tchirtchik ! »

Au matin du 21 avril, de nombreuses voitures commencèrent à converger vers Tchir-

tchik. Elles amenaient des Tatars de Crimée habitant diverses agglomérations de la région de Tachkent qui se proposaient de participer aux festivités avec leurs proches, amis et connaissances habitant la ville. Mais il s'avéra que toutes les routes étaient barrées par de forts contingents de milice qui faisaient descendre de force les occupants et confisquaient les permis de conduire des chauffeurs. Ceux qui s'étaient rendus sur le lieu fixé constatèrent qu'il était impossible de se divertir, l'endroit étant occupé par d'importants détachements de militaires et de miliciens. L'assistance se dirigea alors vers le parc municipal pour fêter malgré tout la naissance du grand Lénine. Vers 13 heures environ, lorsque la fête battait son plein et que de toutes parts résonnaient la musique, les rires, les chants joyeux, tandis que les gens dansaient gaiement les danses populaires ou participaient à des jeux entraînants, le parc fut cerné par les troupes et la milice. Quelque chose d'incroyable se produisit. Des autos-pompes arrivées sur les lieux avec la milice dirigèrent vers la masse des joyeux participants de puissants jets d'un liquide corrosif. Les gens se trouvaient renversés. Tous ceux qui avaient été touchés par les jets ont conservé des taches blanches sur leurs vêtements. On ne peut encore juger des conséquences funestes pour la santé des gens. On peut, en tout cas, juger de la nocivité du produit par le fait que les détachements militaires et la milice qui participaient à la dispersion de la kermesse étaient munis de masques à gaz. Les miliciens se jetaient sur les gens, leur toraient les bras, les frappaient et les poussaient brutalement dans des fourgons cellulaires qui les emmenaient dans une direction inconnue.

Cette agression que rien ne justifiait contre des citoyens se distrayant paisiblement provoqua une violente indignation. Certains d'entre eux, particulièrement les femmes qui avaient fait l'objet d'outrages, commencèrent à opposer une résistance à l'arbitraire.

Mais la majorité des participants de la kermesse brisèrent le cordon d'encerclement et organisèrent une manifestation de rue. Des colonnes de gens proférant des exclamations d'indignation se dirigèrent vers la ville. Lorsqu'une colonne parvint au Comité urbain du parti, huit personnes s'en détachèrent pour se rendre au Comité et protester verbalement contre le flagrant arbitraire. La députation ne fut pas reçue. Des jets de liquide furent braqués sur les manifestants qui firent l'objet de nouveaux assauts de la milice. Pourtant la foule ne se dissipait pas. La troupe et la milice continuèrent jusqu'à la nuit leur combat con-

trés les personnes qui exprimaient leur indignation contre les brutalités dont le peuple faisait l'objet.

Les actes arbitraires auxquels les autorités s'étaient livrées durant la journée furent complétés, tard dans la soirée, par des arrestations à domicile. On arrêtait même ceux qui ne s'étaient pas rendus à la kermesse. D'après des données incomplètes, le chiffre des personnes appréhendées au cours de la journée du 21 avril serait de 300. Il y eut également de nombreux blessés.

Nous sommes persuadés que ces actes arbitraires n'étaient pas perpétrés à l'insu des autorités du parti et de l'Etat car, outre le secrétaire du Comité urbain du parti Yakobov et le major-général Charaliev, déjà mentionnés, les représentants du K.G.B. de l'Ouzbékistan et l'adjoint au procureur de la république Botcharov dirigeaient également les opérations décrites.

Considérant que ces actes portent préjudice au système social et à l'Etat, et constituent une provocation à l'égard de notre peuple, en son nom et sur sa demande, nous exigeons :

1. — La libération immédiate de tous les détenus.

2. — La création d'une commission d'enquête spéciale, relevant du parti et de l'Etat, avec la participation de représentants du peuple des Tatars de Crimée, mais sans les représentants des autorités locales qui sont les premiers responsables des brutalités commises. La commission doit effectuer dans les plus brefs délais une enquête publique sur les événements du 21 avril 1968, afin de trouver tous les responsables et les punir sévèrement.

Moscou, 23 avril 1968.

Les représentants des Tatars de Crimée habitant Moscou (suivaient 16 signatures) :

1. Enver Assanov (Fergana).
2. Lennara Gousseinova (Bekobad).
3. Mustafa Djemilev (Goulistan).
4. Idris Kassimov (Toy-Tubé).
5. Ravzié Klebleeva (Andijan).
6. Ifet Mandraji (village de Ziadip, région de Samara).
7. Vassip Medjitov (Station de N. Bakanka, territoire de Krasnodar).
8. Marlène Mamoutov (Bekabad, DVZ N° 1).
9. Assan Mouratov (Almalik).
10. Ferit Omerov (Cité de Syr-Dariansk).
11. Youssouf Rassinov (Bekobad).
12. Mustafa Rassoulov (Cité de Charikhaï, région d'Andijan).
13. Chevket Seitablaev (Yangui-Yul).
14. Esma Oulanova (Moscou).
15. Oumer Yaguitchev (Fergana).
16. Emina Hairoutdikova (Marguelan).

**Le prochain numéro d'EST & OUEST  
paraîtra le Jeudi 17 Avril 1969**